



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Trentième réunion du Comité
Intergouvernemental d'Experts

Rapport de
la réunion

3-6 mars 2015



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Distr.: GÉNÉRALE
CEA-AN/CIE/XXX/6
Mars 2015
Original: FRANÇAIS

Bureau pour l'Afrique du Nord

XXXème réunion du Comité Intergouvernemental
d'Experts (CIE)

Rabat (Maroc)
3 - 6 mars 2015

**Rapport de la 30ème réunion du
Comité Intergouvernemental d'Experts**

Table des matières

I. Organisation et participation	1
II. Ouverture de la réunion (<i>point 1 de l'ordre du jour</i>).....	3
III. Election du bureau (<i>point 2 de l'ordre du jour</i>)	5
IV. Adoption de l'ordre du jour et du programme des travaux (<i>point 3 de l'ordre du jour</i>)	5
V. Introduction au theme de la reunion	5
VI. Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2014-2015 (<i>point 4 de l'ordre du jour</i>)	6
VII. Session speciale sur l'integration regionale: « le commerce pour l'industrialisation en Afrique du Nord» (<i>point 5 de l'ordre du jour</i>)	9
VIII. Session spéciale sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 : « <i>planification, mobilisation des ressources et financement du développement</i> » (<i>point 6 de l'ordre du jour</i>)	13
IX. Réunion d'experts : « <i>le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord</i> » (<i>point 7 de l'ordre du jour</i>)	15
X. Rapport sur les agendas régionaux et internationaux et autres initiatives spéciales en Afrique du Nord (CEA-AN) (<i>point 8 de l'ordre du jour</i>)	16
XI. Rapport d'activités du Bureau et programme d'activités 2015 : questions statutaires (<i>point 9 de l'ordre du jour</i>)	19
XII. Examen et approbation des recommandations de la réunion d'experts (<i>point 10 de l'ordre du jour</i>)	21
XIII. Examen et adoption du rapport de la XXXème réunion du CIE (<i>point 11 de l'ordre du jour</i>)	21
XIV. Date et lieu de la xxxieme reunion du cie (<i>point 12 de l'ordre du jour</i>).....	21
XV. Questions diverses (<i>point 13 de l'ordre du jour</i>)	22
XVI. Clôture de la réunion (<i>point 14 de l'ordre du jour</i>)	22

ANNEXES

ANNEXE I : Recommandations de la XXXème réunion du CIE	25
ANNEXE II : Recommandations de la réunion d'experts : « <i>stratégie pour une économie verte et durable</i> ».....	29
ANNEXE III : Ordre du jour.....	29
ANNEXE IV : Liste des participants	33
ANNEXE V: Motion de remerciements.....	47

I. Organisation et participation

1. La XXXème réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 3 au 6 mars 2015. La cérémonie d'ouverture a été présidée par son Excellence M. Omar Ali Mohamed Ibrahim Abou Eich, Ambassadeur d'Egypte en Algérie, au nom du bureau sortant, et a été rehaussée par la présence de M. Habib Ben Yahya, Secrétaire General de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), et le Représentant de M. Ahmed Alami Lahlimi, le Haut Commissaire au Plan du Royaume du Maroc, M. Abdelhaq Allalat, Directeur de la Comptabilité Nationale. »

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants : Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie.

3. Etaient également représentées à cette réunion, les institutions suivantes :

- Système des Nations Unies
 - Bureau International du Travail (BIT)
 - FAO
 - UNESCO
 - ONUDI
 - PNUD/ Nouakchott
 - OMC
 - UNESCWA
- Union du Maghreb Arabe (UMA)
 - Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
- Organisations Internationales et Régionales :
 - Association des Organisations Africaines de Promotion Commerciale (AOAPC)
 - Bureau régional de la Banque Islamique de Développement (BID)
 - Bureau de l'OIT pour les pays du Maghreb
 - Centre de Recherche, Etudes, Documentation et Information sur les Femmes (CREDIF)
 - Centre Africain de Formation et de Recherche Administratives pour le Développement (CAFRAD)
 - Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)
 - Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO)
 - Organisation Arabe du Développement Industriel et Minier (OADIM)
- Corps diplomatique
 - Ambassade la République Algérienne Démocratique et Populaire
 - Ambassade la République Arabe d'Egypte
 - Ambassade de la République du Soudan
 - Ambassade de la République Tunisienne
 - Ambassade de la République Populaire de Chine
 - Ambassade du Royaume de Belgique
 - Ambassade de la République du Bénin

- Ambassade d’Espagne
- Ambassade de la Finlande
- Ambassade de la République Gabonaise
- Ambassade de la République de la Guinée Equatoriale
- Ambassade du Royaume des Pays Bas
- Ambassade de Russie
- Des représentants d’Institutions publiques, des Universités :
 - Institut des Etudes Africaines (Maroc)
 - Haut Commissariat au Plan - HCP (Maroc)
 - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales-Souissi
 - Université Med V, Faculté de Droit-Agdal
 - Université Hassan II des Sciences et Techniques
 - Université Abdel-Malek Essaâdi (Tanger – Maroc)
 - Université de Lille/ Skema Business School
- Des organisations de la société civile
 - Institut Scientifique Terjaoui International de la Bonne Gouvernance et de la Planification Stratégique du Développement Humain Durable (ISTIGOP)
- Secteur Privé
 - Association des femmes chefs d’entreprises du Maroc (AFEM)
 - Association Tilkahia pour le Développement
 - Agence Marocaine de Développement des Investissements (AMDI)
 - Centre Marocain de Promotion des Exportations
 - CJD Maroc
 - Maroc Export
 - FCE (Algérie)
 - CARE (Algérie)
 - BDO- Maroc
 - Fédération des chambres de commerce et d’industrie et de services du Maroc (FCMCIS)
 - RSO Maroc
- Secteur Financier
 - Bank Al Maghreb
- Secteur privé non financière
 - Kortbi Consulting

4. La liste détaillée des participants figure en annexe du rapport.

II. Ouverture de la réunion *(Point 1 de l'ordre du jour)*

5. Dans son allocution d'ouverture, le président du bureau sortant a tout d'abord remercié les membres de son bureau et le Secrétariat pour le travail réalisé depuis la 29ème session et a souhaité la bienvenue aux participants à cette 30ème réunion qui s'inscrit comme les deux précédentes dans le cadre de la nouvelle orientation stratégique de la CEA, centrée sur l'agenda de la transformation structurelle des économies du Continent et la Vision 2063 pour le développement et l'intégration de l'Afrique. Il a rappelé que le dernier CIE avait formulé un certain nombre de recommandations qui ont été transmises à la Conférence des ministres africains en charge de la planification et des finances de 2014. Il a par ailleurs précisé qu'une session sera dédiée à l'intégration régionale, sur le thème spécifique "Le commerce pour l'industrialisation".

6. Intervenant à son tour, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a souhaité la bienvenue à tous les participants et a exprimé ses remerciements envers Sa Majesté le Roi Mohamed VI, au gouvernement et au peuple du Royaume du Maroc pour l'appui constant apporté à l'action de la CEA ainsi que pour l'hospitalité et l'accueil réservé aux participants. La directrice a rappelé qu'en dépit d'un contexte international défavorable, l'Afrique a enregistré une croissance de 3,3% de son PIB, tirée principalement par les performances de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest. Elle a noté que pour l'Afrique du Nord, l'année 2014 ne s'est pas inscrite dans cette tendance positive, la croissance de son PIB s'étant contracté pour la deuxième année consécutive à 1,5% contre 1,8 % en 2013 et 6,6% en 2012.

7. Sur le plan social, l'Afrique du Nord est parmi les régions du monde qui a enregistré les meilleures performances en direction des OMD. Les pays ont investi massivement dans le développement du capital humain, et les résultats sont tangibles en termes de réduction de la pauvreté, d'augmentation des taux de scolarisation, de baisse de la mortalité maternelle et infantile, ou encore d'accès du plus grand nombre à l'eau potable, à l'énergie et à l'assainissement. L'impact des progrès réalisés est resté néanmoins amoindri par la persistance de fortes disparités entre hommes et femmes, entre pays et entre régions d'un même pays, un taux de participation de la population active au marché de l'emploi encore faible et un chômage structurellement élevé chez les jeunes.

8. Madame Bounemra a par ailleurs mis l'accent sur le fait que cette année 2015 sera l'année des grands rendez-vous pour les grandes décisions qui vont structurer la 'vision partagée d'un monde meilleur pour tous', avec l'adoption probable de nouveaux objectifs de long-terme, ambitieux, pour améliorer la vie des populations et protéger la planète sous la forme d'un programme de développement Post-2015. Elle a informé les participants que les résultats des délibérations feront l'objet d'un rapport qui sera présenté à la Conférence des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique de la CEA, prévue à Addis-Abeba du 30 au 31 mars prochain. A la fin de son allocution, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a renouvelé ses remerciements à tous les participants et a souhaité plein succès aux travaux de la 30ème réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.

9. Prenant la parole, le représentant du Haut Commissaire au Plan, M. Abdelhaq Allalat, Directeur de la Comptabilité Nationale au HCP (Royaume du Maroc) a d'abord tenu à exprimer sa gratitude à Mme Karima Bounemra Ben Soltane Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et l'a félicité ainsi que son staff des efforts qu'ils n'ont cessé de déployer pour créer une plateforme d'échanges et de débats sur les problématiques de développement qui interpellent les pays d'Afrique du Nord.

10. Il a par la suite souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et a présenté les excuses du Haut Commissaire au Plan, M. Ahmed Lahlimi Alami qui, pour des raisons de calendrier, n'a pas pu assister aux travaux de la XXXième Session du CIE.

11. M. Allalat a ensuite lu à l'assistance le message adressé par le Haut Commissaire au Plan aux participants et à la CEA dans lequel, le ministre incite les pays d'Afrique du Nord à diversifier leurs économies et à encourager la coopération et l'intégration régionale, dans le contexte actuel où l'Afrique apparaît comme l'un des centres de gravité de l'économie mondiale future, et demeure le continent qui a dégagé le plus de résilience aux effets économiques de la crise internationale.

12. Selon le Haut Commissaire au Plan, avec un taux de croissance moyen de l'ordre de 6%, l'Afrique participe déjà à ce basculement géostratégique des sources de croissance mondiale mais demeure avec un produit intérieur brut par habitant parmi les plus faibles au niveau régional en vertu notamment d'un taux de croissance démographique très élevé.

13. Ce décalage entre accroissement démographique et croissance économique reste un défi que doit relever le continent pour créer des emplois décents à une large frange de la population qui arrive chaque année sur le marché de travail engendrant la prévalence du chômage et du sous emploi particulièrement parmi les jeunes, les femmes et les diplômés et qui est à l'origine de la persistance de la pauvreté et des inégalités. Il a aussi fait remarquer que jusque là, le moteur de croissance économique de la plupart des pays africains demeurait dans quelques secteurs d'exportation agro-industriels et miniers qui ont contribué certes au développement des échanges, mais restent faiblement intégrés au reste de l'économie.

14. Toujours selon le Haut Commissaire au Plan, le décollage économique de l'Afrique passe par une plus grande diversification économique et sectorielle, principalement dans le secteur industriel porteur et créateur de richesse et d'opportunités d'emploi tout en s'appuyant sur la maîtrise des technologies et la valorisation des potentialités économiques nationales, régionales, agricoles et minières du continent.

15. Une telle orientation stratégique appelle entre autres selon le Haut Commissaire au Plan, une mobilisation accrue des ressources financières notamment domestiques et une plus grande intégration régionale assurant un large marché de proximité continental en vue d'éviter aux produits africains la concurrence agressive au niveau mondial.

16. Le représentant du Haut Commissaire au Plan a terminé son allocution en remerciant les participants pour leur attention, et a souhaité plein succès aux travaux de la XXX^{ème} Session du CIE.

17. Le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), M. Habib Ben Yahya a ensuite pris la parole pour remercier et féliciter la CEA pour l'organisation de cette réunion qui avec le temps s'est imposée comme un exercice de réflexion incontournable sur les questions relatives au développement de l'Afrique du Nord et qui réunit des experts internationaux de haut niveau. Il a rappelé l'excellence des relations existantes entre le Secrétariat Général de l'UMA et la CEA et plus spécialement son Bureau pour l'Afrique du Nord. Il a également souligné que la CEA a constamment soutenu l'UMA dans sa démarche visant à renforcer et à améliorer les mécanismes de l'intégration régionale, et ce depuis 1994.

18. Il a ajouté que toutes ces activités vont dans le sens d'une stimulation de l'intégration économique des pays du Maghreb, sachant que cette région est relativement peu intégrée avec une part de 3% du commerce extérieur des pays maghrébins. Or dans une économie globalisée, l'intégration économique régionale est une nécessité absolue car elle permet

une meilleure exploitation des ressources disponibles et la création de chaînes de valeur bénéfiques à tous les pays membres de l'espace intégré. Il a noté que l'Afrique était en train de réaliser des taux de croissance appréciables, mais qu'elle avait besoin de développer les infrastructures et d'approfondir le processus d'intégration, deux conditions qui permettront à l'Afrique, y compris le Maghreb, non seulement d'émerger mais aussi réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels et vis-à-vis de la gamme de produits exportés jusque-là.

19. Le Secrétaire Général a porté à l'attention des participants que l'Accord de libre-échange de l'UMA a été paraphé par les ministres du commerce en 2010 et que la mise en place de la Banque Maghrébine pour le Commerce Extérieur et l'investissement est en cours de finalisation. En conclusion, le Secrétaire Général a souligné la pertinence de la thématique abordée et a souhaité plein succès à cette réunion.

III. Election du bureau *(Point 2 de l'ordre du jour)*

20. Suite à une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu le bureau suivant:

Président	:	Mauritanie
Vice-président	:	Soudan
Rapporteur	:	Maroc

IV. Adoption de l'ordre du jour et du programme des travaux *(Point 3 de l'ordre du jour)*

21. Dans un propos liminaire, le *Président du bureau 2015 du CIE* a remercié les membres du Comité pour la confiance placée en son pays et souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants. Il a félicité le bureau sortant du CIE et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, pour les efforts importants qui ont été déployés au cours de la période écoulée.

22. A la suite de cette intervention, le Comité a adopté l'ordre du jour (CEA-AN/CIE/XXX/1) et le programme des travaux (CEA-AN/CIE/XXX/1/Add.2).

V. Introduction au thème de la réunion

23. En introduction au thème de la réunion, son Excellence M. Hamid Temmar, ancien Ministre de l'industrie de l'Algérie a fait un exposé sur les financements innovants du développement en Afrique du Nord. Il a observé qu'il est nécessaire de procéder à une réforme du système financier qui devra passer par des actions visant à: i) mobiliser davantage le financement privé par des mesures de soutien au capital investissement, ii) la mise en place d'instruments d'optimisation de la collecte de l'épargne, iii) la création/opérationnalisation de fonds d'investissement et leur professionnalisation pour en assurer un fonctionnement aux normes techniques internationales. De telles réformes nécessitent une coordination et une planification stratégique.

VI. Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2014-2015 *(Point 4 de l'ordre du jour)*

24. Le Secrétariat a ensuite exposé les principales conclusions du document intitulé «Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord en 2014» (CEA-AN/CIE/XXX/2). Le rapport y afférant porte sur les évolutions récentes des agrégats macroéconomiques et sociaux, ainsi que les perspectives de la sous-région et de ses pays pour l'année 2015. Il analyse les principales mesures de politique économique adoptées en 2014 et met en exergue l'articulation des politiques de court terme visant à poursuivre les efforts de relance entrepris à la suite de la crise financière et économique mondiale, avec les réformes nécessaires à la transformation structurelle des économies nord-africaines.

25. Le Secrétariat a saisi l'occasion pour remercier les Etats membres qui ont répondu au questionnaire du Bureau dans le cadre de la préparation du rapport et a plaidé pour la mise en place conjointe de mécanismes plus performants en matière de collecte de données

26. Le rapport a été présenté autour des points suivants:

- La conjoncture internationale et régionale ;
- Les performances économiques en Afrique du Nord ;
- Le développement humain et social.

27. Le rapport souligne notamment qu'au cours de l'année 2014, la croissance mondiale s'est maintenue au même niveau qu'en 2013, à 2,6% (contre 2,5% en 2013) n'engendrant pas de demande supplémentaire pour compenser la faiblesse de la demande européenne. En effet, la consolidation budgétaire dans les pays développés et le ralentissement de la croissance dans les pays émergents ont continué de peser sur la croissance de l'économie mondiale.

28. En Afrique du Nord, les facteurs politiques et sécuritaires continuent de peser sur la croissance, notamment en Égypte et en Lybie. Deux autres facteurs ont freiné la croissance de la sous-région : la faiblesse de la demande en Europe (principal partenaire commercial) et la baisse importante des prix du pétrole observée depuis juin 2014. La croissance annuelle moyenne estimée pour l'Afrique du Nord a continué ainsi à baisser pour s'établir à 1,5% du PIB en 2014, contre 1,8% en 2013.

29. Le déficit consolidé de la balance commerciale de la sous-région s'est creusé de 54%, passant de 33,3 Mds USD en 2013 à 51,3 Mds USD en 2014, en raison d'une part de la forte contraction des excédents de la Libye (-86%) et de l'Algérie (-51,3%) et d'autre part du maintien à un haut niveau des déficits des autres pays: -28 Mds USD pour l'Égypte, -20,6 Mds USD pour le Maroc et -6,9 Mds USD pour la Tunisie.

30. La sous-région reste encore très tributaire de l'exportation de produits de base (Hydrocarbures bruts, phosphates, fer, or, cuivre, produits agricoles) dont la baisse concomitante des cours durant la période sous revue a eu pour conséquence d'affaiblir davantage la position extérieure de la plupart des pays d'Afrique du Nord. En effet, certains pays comme la Mauritanie, la Libye et l'Algérie dépendent quasi-exclusivement des produits de rente pour leurs recettes d'exportation.

31. Cette situation pose avec acuité la nécessité de la mise en place de politiques industrielles notamment de valorisation des produits de base, permettant de stimuler l'emploi et les revenus et de renforcer la création de richesse. Il convient à ce titre de viser des activités et produits à plus forte valeur ajoutée permettant aux industries d'occuper des positionnements compétitifs durables. Ces politiques industrielles gagneraient également à s'inscrire dans le cadre de chaînes de valeurs régionales induisant et bénéficiant des effets d'une plus forte intégration industrielle régionale.

32. La forte exposition des finances publiques aux chocs externes se traduit par des incertitudes élevées en matière d'investissement en faveur du développement. Cette vulnérabilité peut être réduite d'abord en réformant la fiscalité pour découpler dans la structure budgétaire des Etats, les dépenses ordinaires des recettes d'exportation des matières premières. Il s'agit aussi d'augmenter la part du financement privé dans les investissements, de mobiliser l'épargne et de développer les services financiers qui dirigeraient cette épargne vers les investissements productifs. L'amélioration significative du climat des affaires permettrait assurément de dynamiser ce processus.

33. L'année 2015 constitue également un tournant dans l'agenda de développement mondial du fait qu'elle connaîtra l'aboutissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs) et qu'elle conduira à l'adoption d'un programme de développement pour l'après-2015. Il s'agira d'un programme ambitieux de long-terme visant l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que la protection de la planète des changements climatiques.

34. L'évaluation des agrégats sociaux fait ressortir les progrès considérables accomplis par les pays d'Afrique du Nord vers la réalisation des OMD et souligne en particulier les efforts qui ont permis d'atteindre plusieurs objectifs-cibles dont ceux relatifs à la réduction de la pauvreté, à la santé et à l'éducation.

35. Cependant, de nombreux défis perdurent en raison du modèle et du cadre de référence de mesure du développement. La cible de l'OMD 1 : « assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif » ne sera atteinte par aucun des pays, et ce malgré un taux de croissance soutenu avant les crises économiques et politiques, mais qui n'aura pas été suffisant pour permettre une amélioration significative de l'emploi.

36. Ainsi, le taux de chômage reste structurellement élevé avec une moyenne régionale de 11,5% en 2014. La région présente également le taux de participation au marché de l'emploi le plus faible (43,1%) comparativement à la moyenne mondiale (54,8%) et aux autres régions, telles que les pays de l'OCDE (60%) ou l'Afrique Subsaharienne (65,4%). La situation est encore plus préoccupante en ce qui concerne les femmes et les jeunes. La pleine participation économique et politique des femmes et des jeunes est une condition nécessaire dans le cadre d'un modèle de développement beaucoup plus dynamique, inclusif et soutenable.

37. Le rapport note par ailleurs que les progrès sociaux enregistrés au niveau national masquent des inégalités entre les régions d'un même pays. Le problème de la répartition équitable des bénéfices de la croissance persiste au niveau des territoires. Les différences de développement entre les régions riches, souvent métropolitaines centrales qui concentrent les activités économiques, et les régions pauvres, en général périphériques et rurales, sont telles qu'elles posent légitimement les limites du modèle de développement adopté.

38. Dans sa présentation portant sur les profils pays, le Secrétariat a expliqué que cela représentait un nouvel outil de dialogue dynamique avec les Etats membres. La production de ces profils pays fait suite à une résolution de la Conférence des Ministres en charge de la planification et du développement économique de la CEA qui s'est tenue à Abuja, Nigeria, en mars 2014. Cette initiative résulte de la réorientation stratégique du mandat de la CEA en faveur de l'accompagnement des Etats membres dans leurs efforts de transformation structurelle de leurs économies.

39. Le secrétariat a informé qu'au cours de la phase pilote, cinq profils pays ont été produits et que cette phase prendrait fin lorsque le premier profil pays sera lancé lors de la prochaine conférence des Ministres, le 28 mars 2015 à Addis Abeba, Ethiopie.

40. Le Secrétariat a insisté sur la nécessité d'un partenariat avec les différentes institutions génératrices de données au niveau des Pays Membres sur la base d'un engagement formel de coopération et d'échange de données, tel qu'affirmé par la résolution de la conférence des Ministres d'Abuja. Il a aussi été rappelé que la CEA travaille en partenariat avec les CERs et d'autres institutions des Nations Unies pour la collecte et la préparation de ces profils pays.

41. A l'issue de la présentation, le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse des exposés, et a fait des remarques sur la pertinence et la fiabilité des données statistiques, ainsi que sur la nécessité de travailler davantage avec les pays afin de mettre à jour les données statistiques disponibles.

42. Le Comité a noté avec satisfaction les progrès réalisés par l'Afrique du Nord en matière d'échanges intra régional et a estimé qu'une analyse des performances des pays en matière de qualité des institutions, de respect des règles de droit et de progrès du système financier était également nécessaire pour une bonne compréhension des évolutions conjoncturelles en Afrique du Nord.

43. Le comité a noté qu'en limitant l'analyse de la gouvernance à un seul indicateur, le rapport sur les conditions économiques et sociales n'a pas pris en considération toutes les dimensions de la gouvernance de manière à rendre compte des performances réelles des pays.

44. Le comité a noté que, si les évolutions des indicateurs économiques et sociaux suggèrent que la transformation structurelle est en marche en Afrique du Nord mais à un rythme moindre que les progrès accomplis dans d'autres régions du Continent, notamment à l'Est et au Sud, les déterminants de ces écarts n'ont pas été analysés. Le Comité a estimé que la prise en compte de cette dimension dans la version finale du rapport et dans les prochaines éditions devrait permettre aux Etats Membres d'apprendre des expériences de ces régions pour améliorer leurs performances futures.

45. Le Comité a enfin observé que les recommandations faites par le rapport n'ont pas toujours tenu compte des différents sous-groupes de pays eut égard a nombre de critères dont par exemple le statut d'importateur ou d'exportateur de pétrole.

46. Sur les profils pays, le comité a noté que si les réflexions du Bureau sont importantes pour décroisonner les frontières, les analyses pays permettent d'affiner ces réflexions à une échelle qui facilite la prise en compte des spécificités. Le comité a fortement appuyé la requête du Bureau de mettre en place, avec les Etats Membres, un dispositif soutenable de collecte de données qui assurent des profils pays de qualité, produits avec des données harmonisées. Le comité a estimé que les profils pays peuvent également être conçus comme un outil de facilitation de la programmation d'actions d'expertises ciblés dans les pays qui en feront et qu'en tant que tel la CEA devrait s'assurer de la couverture maximale des pays et des thématiques d'intérêts y compris l'environnement et l'économie verte.

47. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

VII. Session spéciale sur l'intégration régionale: « Le commerce pour l'industrialisation en Afrique du Nord» (Point 5 de l'ordre du jour)

- Présentation ERA 2015

48. Le Secrétariat a présenté le thème du Rapport ERA 2015. Ce dernier s'inscrit dans l'approfondissement des messages clés des éditions précédentes qui avaient porté sur les thèmes de l'industrialisation et de la transformation structurelle. Les rapports ERA 2013 et ERA 2014 avaient mis en avant l'importance des matières premières et d'une politique efficace d'industrialisation pour générer de la Croissance, de l'Emploi et une Transformation Economique aussi bien au niveau régional que mondial. L'édition 2015 se penche davantage sur la manière dont le commerce peut servir à accélérer l'industrialisation et la transformation structurelle en Afrique.

49. De nos jours, les chaînes de valeurs mondiales sont une caractéristique importante de l'économie. Les pays africains se caractérisent par des taux de participation élevés aux chaînes de valeurs mais sont, dans la plupart des cas, cantonnés à des niveaux très modestes de ces dernières. Tandis que l'intégration en amont a augmenté dans beaucoup de pays africains, la participation de l'Afrique aux chaînes de valeur régionales est essentiellement liée à une intégration en aval dominée par l'export de matières premières. Le commerce intra-africain en biens intermédiaires, qui est significativement plus diversifié que le commerce de la région avec le reste du monde, renferme des opportunités de mise en place de réseaux de production régionaux générateurs de valeur ajoutée et d'industrialisation. L'Afrique importe toutefois présentement 88% de ses intrants de l'extérieur de la région.

50. Le rapport met en exergue l'importance des services dans une économie, dans la mesure où ils constituent des intrants clés pour la plupart des autres entreprises. Ils apportent une contribution directe à la croissance et à la création d'emploi, attirent les IDE et constituent une valeur ajoutée importante, parallèlement aux chaînes de valeurs mondiales. Le rapport se concentre également sur l'importance d'un recours à des politiques commerciales stratégiques et séquencées pour la promotion du commerce intra-africain et la mise en place de chaînes de valeurs régionales pour renforcer les capacités et le potentiel des industries africaines. L'importance de politiques sociales complémentaires est également soulignée, dans la mesure où ces dernières permettraient de générer une croissance inclusive et la transformation structurelle.

- Facilitation du transport et du commerce en Afrique du Nord

51. Le Secrétariat a présenté au Comité les résultats de la réunion d'experts sur le Transport International et la Facilitation du Commerce, qui a eu lieu les 25 et 26 septembre 2014 à Rabat (Maroc). L'objectif général de la réunion était d'accompagner la réflexion et les efforts en cours, en vue d'accélérer le processus d'intégration régionale, dans sa dimension 'facilitation et accroissement des échanges intra-Afrique du Nord', par une réduction substantielle des coûts directs et indirects liés aux transactions commerciales entre les pays de la sous-région. A cette fin, le Bureau de la CEA-AN avait élaboré et présenté deux documents de travail portant respectivement (i) diagnostic de l'état des lieux en matière de facilitation du transport et du commerce dans la sous-région et (ii) évaluation des performances nord-africaines au regard des objectifs définis par l'Accord de Bali.

52. La présentation a partagé avec les participants la méthodologie adoptée, les constats des études préliminaires présentées et les recommandations formulées par les experts. L'étude diagnostic a notamment souligné les progrès réalisés par tous les Etats pour le développement et l'entretien d'un réseau routier et autoroutier performant. L'analyse des politiques, réglementations et procédures existantes en matière de facilitation du commerce a toutefois montré des niveaux de performance très contrastés et un bilan mitigé des réalisations, d'un pays à un autre.

53. Parmi les obstacles récurrents et qui expliquent l'essentiel des contre-performances constatées, figurent notamment une insuffisante connectivité aux frontières (tronçons routiers non bitumés ou en deçà des niveaux de qualité requis), un déficit en matériels logistiques (balances, chariots élévateurs, matériel informatique, etc.), un nombre encore élevé de documents et formalités, l'absence de certains services de contrôle autres que douaniers (contrôle technique et d'analyse des produits alimentaires exportés) et des services connexes (services bancaires, d'assurance, de la poste, de télécommunication, de restauration et d'hôtellerie).

54. Pour pallier à ces défaillances et relever le niveau de performance des Etats membres, un plan d'action régional pour la facilitation du commerce a été adopté. Il est structuré autour de quatre axes : (i) le renforcement et l'optimisation des infrastructures et de la logistique, (ii) l'amélioration du cadre normatif et institutionnel, (iii) le renforcement des capacités nationales, (iv) le renforcement de la coopération entre Etats.

55. Le Plan est décliné en mesures de portées régionale, bilatérale et nationale, il est également assorti d'un chronogramme à court, moyen et long terme. Pour chacune des activités préconisées, de même, les institutions et administrations compétentes pour la mise en œuvre ont été identifiées. Un Conseil Nord-Africain de facilitation des échanges, composé des différents Comités nationaux est proposé, avec pour mission de faciliter la coordination et la mise en œuvre du Plan d'Action dans tous les pays de la sous-région.

56. Le Bureau a recommandé au Comité l'adoption des recommandations formulées par la réunion ad hoc d'experts ainsi que la sensibilisation des différents acteurs nationaux et régionaux pour la mise en œuvre du Plan d'action.

- Développement des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification des économies nord-africaines

57. Le Secrétariat a présenté au Comité les résultats de l'étude « *Développer les Chaînes de Valeur Régionales (CVR) pour Accélérer la Diversification et la Sophistication des Economies Nord-africaines* », une étude dont les réflexions ont été menées au cours de l'année 2014 et qui a été validée par une réunion d'experts, tenue les 19 et 20 novembre 2014 à Rabat (Maroc).

58. Le Secrétariat a indiqué que la promotion des CVR constituera un catalyseur au développement de l'intégration régionale et un moteur pour la transformation structurelle des économies. Le Secrétariat a indiqué que la Région dispose d'importants atouts qui lui ont permis de participer jusqu'ici aux échanges internationaux et qui la préparent à s'insérer plus efficacement dans les CVM et dans les CVR. Ces atouts sont d'abord géographiques puisque la région est géographiquement proche de l'Europe, son principal partenaire et ils sont ensuite liés aux importants investissements en infrastructure réalisés. En plus de ces acquis, nombre de pays ont un accès préférentiel à des marchés clés, particulièrement celui de l'UE, à travers des accords d'association et de libre échange, mais aussi pour certains d'entre eux au marché nord-américain. Ces pays ont dès lors développé des capacités managériales et organisationnelles qui leur permettent de

répondre plus facilement aux exigences des chaînes de valeur mondiales (CVM). En dépit de ce potentiel, les pays de la région n'ont pas suffisamment développé le commerce intra régional qui reste marginal, et se caractérise en outre par une faible attraction des IDE régionaux, des inefficiences liées aux réseaux d'infrastructures et de transport, et un cadre réglementaire non harmonisé.

59. Le Secrétariat a ensuite passé en revue la méthodologie de l'étude avant d'en donner les principaux résultats. en précisant que la plupart des pays d'Afrique du Nord ont adopté des politiques qui ont favorisé l'intégration de leurs économies dans les CVM. D'autres sont restés insuffisamment intégrés dans les CVM, eu égard à des facteurs liés à leur dépendance aux ressources naturelles, ou en raison de stratégies économiques différentes. Ceci a limité l'impact global de l'intégration dans les CVM sur le développement, et creusé les écarts économiques et sociaux dans la région. La forte dépendance au marché de l'UE n'a pas non plus généré une dynamique d'industrialisation soutenue la mise à niveau ayant été faible, même dans les pays intégrés.

60. L'étude souligne par ailleurs que les CVR pourraient être une voie pour développer et consolider les avantages de l'intégration aux CVM. Les CVR ne doivent pas être considérées comme une stratégie alternative aux CVM, mais, une stratégie complémentaire. Dans cette perspective, la promotion des CVR implique la prise en compte de certaines mesures macroéconomiques et sectorielles telles que l'amélioration des infrastructures, l'attraction des IDE, l'amélioration des échanges commerciaux, et surtout, l'environnement dans lequel s'inscrivent les politiques. L'étude a souligné une participation croissante de trois pays (Egypte Maroc Tunisie,) dans les CVM de l'automobile, de l'aéronautique et des textiles et habillement, ainsi que des produits agro-alimentaires. Ces trois pays ont aussi développé des politiques visant une intégration plus poussée, à travers trois axes stratégiques: (i) la montée en gamme dans les chaînes de valeur notamment au travers d'un positionnement sur des chainons à forte valeur ajoutée et/ou à forte intensité technologique, (ii) le développement des compétences nécessaires à un meilleur positionnement dans les CVM au travers de programmes de formation adaptés aux chaînes de valeurs ciblées et; (iii) la consolidation de l'attractivité des pays pour les IDE, surtout à travers le développement de plateformes industrielles et logistiques et les régimes d'investissement incitatifs.

61. L'étude a examiné au niveau sectoriel les chaînes de valeur qui offrent un potentiel à l'intégration entre les pays d'Afrique du Nord. Les deux principaux secteurs en développement et qui constituent présentement des sources potentielles de croissance et de création d'emploi sont: le secteur automobile et le secteur aéronautique. En outre, L'étude a identifié d'autres secteurs tels l'industrie pétrolière et gazière ; l'industrie du fer et de l'acier et l'industrie des énergies renouvelables qui constituent autant de leviers à l'intégration pour les CVR.

62. Le rapport a procédé à un diagnostic exhaustif du niveau de développement de ces domaines sectoriels dans certains pays tels que le Maroc et la Tunisie, et dans une moindre mesure l'Algérie. En revanche, le rapport suggère que des études approfondies soient menées sur ces domaines sectoriels en développement pour en faire des chaînes de valeur régionale, dans lesquelles tous les pays puissent s'insérer.

63. Le secrétariat a recommandé au Comité l'adoption des recommandations formulées par la réunion d'experts et la sensibilisation des différents acteurs nationaux et régionaux pour le développement des CVR sectorielles pilotes.

64. A l'issue de toutes les présentations, le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse des exposés, et a fait des remarques sur les points suivants.

65. Le comité a souligné la nécessité d'améliorer la mobilité des capitaux, aussi bien au niveau régional que continental. Les pleins bénéfices de l'intégration régionale ne pourront être atteints que si l'ensemble des dimensions de ce processus sont pris en compte. A ce titre, la nécessité de faciliter la mobilité des personnes a également été identifiée comme une priorité. Cette mobilité permettrait en effet la facilitation des investissements régionaux et la création de chaînes de valeurs régionales dans les secteurs porteurs. La nature des accords commerciaux et notamment en ce qui concerne les règles d'origine fixant les critères exigés pour le bénéfice des préférences régionales ne devrait pas constituer un obstacle pour la promotion des échanges commerciaux.

66. Le lien entre le commerce et le développement à travers l'industrialisation ne peut avoir un sens qu'en tenant compte de la qualité des spécialisations et des offres extérieures des pays. Les secteurs porteurs sont ceux dont les opérateurs investissent dans la recherche développement et capitalisent sur leurs efforts d'innovation.

67. La participation des acteurs du secteur privé est primordiale afin d'identifier de manière précise les points de blocage. Les CVR et CVG sont créées par le secteur privé. Aussi, est-il nécessaire de créer un environnement favorable au développement des échanges de biens intermédiaires. De même, le comité a souligné l'importance d'une harmonisation fiscale entre les pays, notamment pour réduire le commerce informel.

68. Le comité a également réitéré la nécessité d'avoir une approche ambitieuse par rapport aux chaînes de valeurs régionales et continentales, notamment concernant la facilitation du commerce et les éléments qui contraignent l'offre. A ce titre, une plus grande orientation de l'aide pour le commerce vers les CVR est nécessaire. Dans ce contexte le suivi par le bureau de la revue globale de l'aide pour le commerce est souhaitable.

69. Le comité a noté que d'importants progrès ont été enregistrés en matière de développement des infrastructures et de logistique. De nombreuses lacunes et inefficiences subsistent cependant et constituent un défi majeur à l'intégration régionale et à la promotion des CVR. L'harmonisation des législations fiscales et douanières est également soulignée comme indispensable pour faciliter le commerce et développer les CVR entre les pays d'Afrique du Nord.

70. Le comité a enfin souligné que c'est le secteur privé qui décide de créer une CV, le secteur public ne peut que faciliter le processus de création de CV. Le rôle des Etats sera de mettre en place les infrastructures et les règles permettant aux acteurs privés d'être compétitifs s'ils décident de s'insérer dans les CV, de renforcer les conditions de développement du secteur privé, en prenant en compte les contraintes spécifiques à chaque pays et de leurs capacités à développer ou importer de l'innovation ainsi que la maîtrise des technologies.

71. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

VIII. Session spéciale sur la mise en œuvre de l'agenda 2063 : « *planification, mobilisation des ressources et financement du développement* » (Point 6 de l'ordre du jour)

72. Trois communications ont été faites sous ce point de l'ordre du jour.

73. Le Secrétariat a fait une présentation sur l'Agenda 2063 pour le Développement de l'Afrique, qu'il a entamée en abordant le contexte dans lequel ce dernier a été formulé. Il a noté que l'Agenda représente une nouvelle phase dans les efforts africains pour faire avancer le développement du continent et atteindre la vision d'Afrique pacifique, prospère et intégrée, menée par ses propres citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale.

74. Le Secrétariat a indiqué que l'Agenda 2063 est un cadre stratégique pour la transformation socio-économique du continent pour les cinquante prochaines années. Ce dernier reprend et vise à accélérer la réalisation d'initiatives continentales passées et actuelles en faveur de la croissance et du développement durable. Il a également été souligné que les aspirations africaines exprimées dans l'Agenda 2063 sont issues de consultations menées à travers le continent, et qui sont :

- Une Afrique prospère, fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ;
- Un continent intégré, politiquement uni, fondé sur les idéaux du Panafricanisme et sur la vision de la renaissance de l'Afrique ;
- Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'Etat de droit ;
- Une Afrique pacifique et sécurisée ;
- Une Afrique dotée d'une identité, de valeurs et d'une éthique culturelle forte ;
- Une Afrique où le développement est axé sur les populations et s'appuie notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes ;
- L'Afrique, en tant qu'acteur et partenaire fort et influent sur la scène mondiale.

75. Le Secrétariat a rappelé à l'assistance que l'Agenda est fondé sur les réalisations issues d'initiatives continentales précédentes, telles que le Plan d'Action de Lagos, le Traité d'Abuja et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, et qu'il comporte trois phases relatives aux court, moyen et long termes. Il a expliqué que l'Agenda 2063 représente un effort collectif et une opportunité pour l'Afrique de regagner sa capacité à déterminer son propre destin. Le secrétariat a appelé à l'accélération du processus d'intégration continentale afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda. Il a également informé l'assistance que le premier Plan d'action sur dix ans et un cadre de suivi et évaluation de l'Agenda 2063 ont été élaborés.

76. Relativement aux moyens à utiliser pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063, le secrétariat a insisté sur l'importance des ressources à mobiliser et a évoqué la possibilité pour les pays membres de considérer un certain nombre d'approches et de mécanismes innovants de financement dont :

- Continuer à capitaliser sur les secteurs traditionnels et non traditionnels comme l'ont fait les BRICS ;
- Mobiliser des fonds souverains et utiliser les caisses de pension pour financer des projets de développement ;
- Accorder des crédits gouvernementaux spéciaux aux investisseurs privés,

- Emettre des bons de la diaspora ;
- Utiliser les revenus de l'industrie extractive pour appuyer le développement,
- Arrêter/contrecarrer les flux financiers illicites.

77. Le Secrétariat a aussi suggéré de faire appel aux pays du Golfe disposant de ressources financières importantes, mais quelque soient les approches utilisées, a-t-il insisté, il faut créer un environnement propice à la concrétisation de cet agenda et mettre au point des politiques macroéconomiques adéquates et bien fondées.

78. La présentation qui a suivi a été faite par M. Nabil Jedlane Enseignant - chercheur ENCG (Tanger, Maroc) sur « *Le financement de l'économie* ». Il y a ressorti la vulnérabilité des économies des pays de la région aux ressources externes, d'où la nécessité de varier les ressources y compris les ressources internes, et d'encourager l'initiative privée par une fiscalité de croissance. Pour être intelligente, celle-ci devrait répondre à trois objectifs : l'équité, l'efficacité et la simplicité administrative.

79. Prenant l'exemple des réformes en cours du système fiscal marocain, le présentateur a noté que ces dernières ont permis (i) un certain rééquilibrage au niveau de la répartition entre l'impôt direct (44%) et l'impôt indirect (43,8%) et (ii) une augmentation au niveau des dépenses d'investissement (qui a atteint 189 milliards de dirhams). La lutte contre la fraude et la rationalisation des dépenses publiques ont contribué à accroître les dépenses d'investissement public, mais cela reste encore insuffisant, selon M. Jedlane. Il a aussi rappelé que lors des récentes assises nationales de la fiscalité, des recommandations ont été formulées pour la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude, et pour la promotion de la régionalisation en travaillant sur les impôts locaux.

80. La troisième communication lors de la session spéciale a été celle de M. Dhafer Saidane, Chercheur et Professeur à SKEMA Business School (Lille, France). Il a analysé la capacité des systèmes financiers à mobiliser l'épargne et l'attractivité des pays de l'Afrique du Nord pour les IDE, à travers le développement des Chaînes de Valeur Régionales (CVR).

81. Le présentateur a analysé le paradoxe bancaire que l'on remarque dans la région : d'une part les banques sont performantes au plan individuel (le plan micro), mais sur le plan macroéconomique, leur impact en termes de contribution à la croissance reste marginal. Le partenariat public-privé est une piste à creuser pour sortir de l'impasse par la création d'une nouvelle génération de « banques de financement et d'investissement » à la fois. M. Saidane a également souligné l'aspect contrasté du paysage financier d'un pays à un autre, avec une forte hétérogénéité qui canalise et transforme faiblement l'épargne en crédit d'investissement. Il a indiqué que les banques sont globalement bien capitalisées mais leur engagement et une gestion des risques méritent d'être renforcés.

82. Le développement des CVR pour accélérer la diversification et la sophistication des économies Nord-africaines serait un atout pour la région, attirer les IDE, augmenter la visibilité de la région vis-à-vis des partenaires étrangers. Il a proposé quatre actions concrètes pour le développement des IDE : (i) converger vers un code unique et/ou harmonisé des investissements ; (ii) créer une structure de gouvernance collective pour capter et orienter l'IDE ; et (iii) mettre en place une structure de promotion, de communication et de formation collective pour favoriser l'attractivité des IDE et optimiser les ressources au sein du Maghreb.

83. Les débats qui ont suivi ont porté à la fois sur les enjeux et les sources envisageables de financement de l'Agenda 2063. Le financement à long terme des économies africaines dans la perspective d'une transformation structurelle pose quelques questions majeures

dont (i) la prédominance du rôle de l'Etat dans le financement du développement, notamment pour les infrastructures, (ii) l'optimalité du système classique de financement des projets par les banques de développement ou l'option pour un financement des réformes structurelles, (iii) le respect des engagements pris en matière d'aide publique au développement et (iv) la nécessaire réforme du secteur financier des pays au regard des difficultés que rencontrent les PME/TPE en matière d'accès aux financements bancaires. Cette réforme doit, d'une part, permettre d'améliorer l'efficacité des banques publiques, et d'autre part, mettre sur pied un système de concurrence qui incite les banques à se mettre à niveau en vue de mieux servir l'entreprise. Par ailleurs, la banque d'investissement reste nécessaire dans le paysage économique et financier des pays de la région.

84. D'autres pistes de réflexion et d'action ont également été identifiées dont l'opportunité de créer un fond spécial pour le financement de l'Agenda 2063, ou encore, la reconversion de la dette en fonds d'investissement.

85. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

IX. Réunion ad hoc d'experts: « *le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord* » (Point 7 de l'ordre du jour)

86. Le Président de séance a rappelé que le choix du thème de l'EGM sur « *Le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord* » s'inscrit dans la continuité et l'approfondissement des thématiques relatives à la diversification pour la transformation structurelle des économies de la région. Cette table ronde avait pour objectifs de :

- Partager les connaissances sur les politiques et les initiatives en cours dans la région et favoriser la concertation entre les acteurs clés en matière d'économie verte : (i) renforcer la compréhension des enjeux et des avantages liés à l'économie verte, (ii) enrichir les rapports sur la base notamment des expériences des autres pays qui n'ont pas été couverts ;
- Mettre en exergue le rôle des entreprises et identifier les mesures à promouvoir pour améliorer leur performance environnementale et leur contribution à l'économie verte.

87. Les travaux de la réunion d'experts ont porté sur deux sessions au cours desquelles six présentations plénières ont été partagées avec les participants. La première a porté sur les « *Visions et politiques publiques pour une économie verte inclusive* » et a présenté brièvement les principaux résultats des analyses pays sur l'économie verte (Algérie, Maroc et Tunisie). La seconde session a couvert le thème relatif au « *Rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord* ». Le déroulé des travaux a par la suite pris la forme de deux ateliers parallèles respectivement sur (i) « *Quelles politiques industrielles dans le contexte de l'économie verte ?* » et (ii) sur la « *Compétitivité des entreprises et innovation : comment lever les blocages* ». Les travaux des deux groupes de travaux ont été restitués lors d'une session plénière.

88. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat et formulé des recommandations additionnelles qui seront consignées en annexe du rapport de la réunion d'experts.

X. Rapport sur les agendas régionaux et internationaux et autres initiatives spéciales en Afrique du nord *(Point 8 de l'ordre du jour)*

89. Le Secrétariat a fait un rappel sur la finalité du rapport relatif à la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord. Il s'agit d'accompagner les Etats dans le suivi des progrès réalisés au regard des engagements mondiaux et régionaux et de s'assurer de la prise en compte des priorités de la sous-région dans les processus de négociation au niveau international et régional. A ce titre, le rapport a fait le point des évolutions enregistrées en 2014 et s'articule autour des axes majeurs que sont le processus du programme de développement pour l'après-2015, le processus africain de consultation pour le Beijing+ 20, les résultats de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des NU sur la CIPD+20, les négociations sur le changement climatique et le développement, le neuvième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF IX), ainsi que la revue 2014 du programme « ICT 4 All » et le suivi du Sommet Mondial pour la Société de l'Information (SMSI).

a) Le processus du programme de développement pour l'après 2015

90. Le Sommet de septembre 2015 représentera un tournant décisif pour les dirigeants du monde dans la mesure où ils seront invités à adopter le programme de développement pour l'après-2015. Ce programme constitue l'aboutissement d'une des plus larges consultations ayant eu lieu aussi bien au niveau national, régional que mondial. Ce processus participatif a impliqué de multiples parties prenantes dont les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le milieu académique ainsi que les partenaires de développement. Les travaux du Groupe de travail sur les objectifs de développement durable qui se sont conclus en juillet 2014, après 17 mois de négociations préparatoires, ont abouti à une première proposition de 17 objectifs couvrant 169 cibles.

91. La CEA, en collaboration avec la CUA et la BAD, a organisé les 21 et 22 août 2014, à Addis-Abeba (Éthiopie), un forum regroupant les différents acteurs du développement du continent, y compris les universités, les organisations de la société civile, les représentants des gouvernements, les médias, le secteur privé, les femmes et les groupes de jeunes afin de débattre et proposer un cadre de responsabilisation solide pour la Position africaine commune de l'Agenda de développement post 2015.

b) La Quatrième Conférence Régionale Africaine sur les Femmes (Beijing +20)

92. À l'instar des autres Commissions régionales et conformément à son mandat, la CEA a procédé à la revue des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Plateforme d'Action de Beijing (Pd'AB). Dans ce cadre, le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord a assuré le suivi de l'examen national au niveau des pays membres, ainsi que la préparation et l'envoi des rapports nationaux de tous les pays de la sous-région. Dans ce même cadre, le Bureau a aussi contribué à l'examen et la validation du rapport d'évaluation régional des pays arabes sur la mise en œuvre de la Pd'AB, préparé par l'ESCWA (octobre 2014).

93. L'examen africain a couvert les progrès des pays membres, dont ceux de la sous-région Afrique du Nord, dans leur action relative à la mise en œuvre de la Pd'AB dans le contexte spécifique de ses douze domaines critiques. Le rapport continental a été examiné et validé lors de la quatrième Conférence régionale africaine sur les femmes Beijing+20 (Novembre 2014).

c) Les résultats de la Session Spéciale de l'Assemblée Générale des NU sur la CIPD+20

94. La 47^{ème} session de la Commission Population et Développement (CPD) de l'ONU qui s'est tenue du 7 au 11 avril 2014 et la 69^{ème} session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est réunie le 22 septembre 2014, toutes les deux à New York ont permis d'examiner le rapport mondial de la CIPD au-delà de 2014. A l'issue des délibérations, la commission a adopté une résolution qui reconnaît les progrès importants réalisés sur les questions essentielles liées à la population et le développement au cours des 20 dernières années et qui exhorte en même temps les pays membres à fournir des efforts supplémentaires afin de combattre la pauvreté et atteindre les droits fondamentaux et les libertés, sans aucune forme de distinction, pour permettre aux populations de participer pleinement à la société et de profiter du progrès social, économique et technologique.

d) Les Négociations sur le changement climatique

- Les résultats du Sommet sur le climat et le développement

95. Le Sommet mondial sur les changements climatiques 2014 qui s'est tenu le 23 septembre à New York au siège des Nations Unies a permis de préparer le terrain pour la conclusion d'un accord mondial sur le changement climatique à l'occasion de la conférence de Paris qui se tiendra en 2015. Durant ce sommet, les participants ont évoqué la nécessité d'établir un modèle de développement économique durable basé sur une utilisation minimale de dioxyde de carbone (CVO2), pour réduire au maximum les effets négatifs sur l'environnement et le climat.

- La Conférence des Parties (CdP 20) de Lima, Pérou

96. La Conférence des Parties (CdP 20) qui s'est tenue à Lima - Pérou du 1^{er} au 12 Décembre a permis, au terme de négociations marathon, d'adopter un document final invitant les pays participants à présenter en mars 2015 leurs propres plans sur les engagements nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ces plans nationaux seront compilés dans un rapport prévu au plus tard pour le 1^{er} novembre 2015. Le plan national doit comporter les engagements en termes d'année de référence, de période d'engagement, de plan d'action, de secteurs concernés et de méthodologie retenue. Ces engagements doivent permettre une baisse globale des émissions de 40 à 70% d'ici à 2050 au niveau mondial.

- La 4^{ème} Conférence Africaine sur le changement climatique et le développement (CCDA-IV)

97. La quatrième Conférence annuelle sur les changements climatiques et le développement en Afrique a été organisée du 8 au 10 octobre 2014, à Marrakech (Maroc), sous l'égide de l'initiative Climat et développement en Afrique (Clim Dev-Afrique) de la Banque africaine de développement. Cette rencontre a été l'occasion d'une réflexion approfondie sur les moyens dont dispose l'Afrique pour saisir les perspectives offertes par les changements climatiques en vue de garantir une production vivrière durable et d'offrir à sa population de meilleurs moyens de subsistance. La Conférence avait pour thème « *L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action* ».

98. La COP 21 qui sera organisée à Paris en France en décembre 2015, sera une échéance cruciale car elle doit aboutir à l'adoption d'un premier accord universel et contraignant sur le climat pour faire baisser les émissions du CO2 de 40 à 70% d'ici à 2050, afin de maintenir la hausse de température globale en deçà de 2°C. La Cop22 qui sera accueillie par le Maroc en 2016, représente une occasion pour les pays de la région en particulier et

de l'Afrique en général de mettre en relief leur vulnérabilité climatique et les efforts fournis par ces pays pour participer à l'effort international de lutte contre émissions de gaz à effet de serre. ».

e) Le Neuvième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF IX)

99. La neuvième édition d'ADF s'est tenue pour la première fois en dehors du siège de la CEA, en Afrique du Nord (Marrakech, Maroc, 12-16 octobre), sur le thème: « *Des modes de financement innovants pour la transformation de l'Afrique* ». ADF 9, qui a été organisé avec le gouvernement du Royaume du Maroc, sous le Haut Patronage de sa Majesté le Roi Mohamed VI, a souligné le rôle crucial du financement dans la réalisation du programme de transformation structurelle fondée sur des initiatives de développement d'inspiration africaine et axées sur les pays africains.

100. Le Forum a offert une plate-forme de partage, d'analyse et de diffusion des connaissances sur les questions relatives à des mécanismes de financement novateurs dans quatre domaines thématiques: (i) la mobilisation des ressources intérieures; (ii) les flux financiers illicites; (iii) l'investissement de capitaux privés et (iv) les nouvelles formes de partenariat.

101. Les quatre domaines thématiques du forum ont permis d'examiner la manière de mieux tirer parti des sources innovantes de financement pour cette transformation économique, sous-tendue par l'industrialisation et la croissance inclusive, qui est en mesure de générer des emplois, améliorer les conditions socioéconomiques et fournir des ressources pour financer les initiatives d'adaptation face au changement climatique.

102. ADF 9 s'est inscrit dans la préparation de la troisième Conférence internationale de l'ONU sur le financement du développement prévue à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 13 au 16 Juillet 2015.

f) ICT 4 All et suivi du SMSI

103. La Tunisie organise depuis 2006 une rencontre annuelle du Forum ICT4All pour le suivi du Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI 2005). L'événement a pour objectif de contribuer à réduire le fossé numérique entre le Nord et le Sud et de garantir les conditions à l'exercice du droit du citoyen à l'accès à Internet en exploitant plus efficacement le potentiel des technologies de l'information et de la communication. Le Forum 2014, placé sur le thème « *Économie numérique & e-Gouvernement : vers de nouvelles opportunités numériques* » a traité deux thèmes majeurs: (i) l'économie Numérique : état des lieux et perspectives dans les pays en développement et (ii) l'e-Gouvernement, catalyseur du Gouvernement moderne (ouvert, interactif et orienté citoyen)

104. Les participants ont convenu de la nécessité pour les pays qui souhaitent lancer l'e-Gouvernement de retenir les nouvelles tendances technologiques en la matière, telles que les mégadonnées (Big Data), l'infonuagique (Cloud), les infrastructures unifiées, les réseaux sociaux, etc.

105. Le dernier point traité a porté sur les résultats du Sommet Mondial sur la Société de l'information (SMSI) qui s'est tenu à Genève en juin 2014 et les recommandations faites pour l'agenda de développement de l'après-2015 ont mis l'accent sur :

- Le renforcement du rôle des instances publiques chargées de la gouvernance et de toutes les parties prenantes dans la promotion des TIC pour le développement ;
- Et le développement de l'infrastructure de l'information et de la communication pour faciliter l'accès aux TIC.

106. Le comité a félicité le Bureau pour le rapport fait aux états membres sur les avancées des négociations continentales et mondiales relatives à la définition des agendas régionaux et internationaux et appelle les organisations internationales à mettre en place des programmes de renforcement de capacités des négociateurs nationaux pour une meilleure prise en compte des priorités et spécificités nationales notamment sur les questions liées à la pauvreté, au chômage des jeunes, au genre et aux personnes âgées.

107. Le comité a rappelé les liens de causalité existant entre pauvreté, exclusion sociale et montée des extrémismes, ce qui conduit à la détérioration de la sécurité et de la paix au niveau mondial, d'où la nécessité de promouvoir une coopération internationale pour faire face à ces défis. A cet égard, le comité a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud comme mécanisme de coordination que les pays d'Afrique sont appelés à davantage utiliser pour résoudre les problèmes du développement y compris ceux liés à la sécurité.

108. Le comité, tout en rappelant le principe de coresponsabilité dans la mise en œuvre des objectifs de développement post 2015, a souligné la nécessité d'avoir un suivi-évaluation des résultats sur une base volontaire et au niveau national dans le cadre d'un échange globale d'expériences et de bonnes pratiques.

109. Le comité a insisté sur l'importance de promouvoir la participation active des femmes à tous les forums de négociation internationales.

110. Le comité a par ailleurs relevé l'opportunité que constitue pour tout le continent, l'organisation au Maroc de la COP 22 en 2016, pour mieux exposer et défendre les priorités africaines relatives au changement climatique.

111. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

XI. Rapport d'activités du bureau et programme d'activités 2015 : questions statutaires *(Point 9 de l'ordre du jour)*

112. Le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités du Bureau pour la période allant de mars 2014 à février 2015. Il a passé en revue les travaux réalisés par le Bureau, notamment les études et publications, les réunions d'experts, les services-conseils, ateliers et séminaires.

113. Les activités réalisées et celles à venir sont inscrites dans le cadre du sous-programme 7 de la CEA intitulé « Appui aux activités sous régionales pour le développement », et du cadre stratégique centré sur un plus grand appui technique aux Etats membres et aux communautés économiques régionales (CER) en vue de renforcer leurs capacités pour l'intégration régionale, en particulier dans les domaines prioritaires pour la région Afrique du Nord. Le Bureau a ainsi continué à assister l'UMA à travers la formulation et la mise en œuvre d'un nouveau programme pluriannuel de coopération, ainsi que les autres programmes adoptés au niveau international, y compris les OMD. Un accent particulier a été également mis sur la mobilisation des acteurs régionaux pour un appui coordonné à l'intégration régionale en Afrique du Nord à travers le Mécanisme Sous Régional de Coordination.

114. La stratégie de mise en œuvre comprenait des activités de renforcement des capacités par des services d'assistance technique, des ateliers de formation et des études sur les politiques mises en œuvre pour relever les défis de développement spécifiques à l'Afrique du Nord, avec un accent particulier sur le plaidoyer pour l'intégration régionale.

115. Les principales thématiques sur lesquelles la CEA-AN a travaillé au cours de la période incluent la participation de l'Afrique du Nord aux chaînes de valeurs internationales, la promotion des chaînes de valeur régionales, la facilitation du transport et le commerce, l'économie verte et la promotion d'une croissance verte en Afrique du Nord, la réalisation des profils pays. Le Bureau a répondu à plusieurs requêtes de ses Etats Membres et a facilité leur participation ainsi que celle de l'UMA au processus de préparation de plusieurs rendez-vous internationaux. Le Bureau a en outre élargi ses partenariats pour une meilleure synergie avec les autres acteurs intervenant dans la région.

116. Le Secrétariat a ensuite présenté les activités à venir en clôture de la période biennale 2014-2015 avant de donner aux délégués un aperçu du projet de programme 2016-2017. Les principaux thèmes sur lesquels porteront les analyses au cours de cette période biennale 2016-2017 incluent la territorialisation et le développement inclusif, l'intégration régionale et la transformation structurelle, l'emploi des jeunes et le développement durable. Ces analyses se feront en complément de la poursuite des efforts d'amélioration qualitative et quantitative des profils pays.

117. Le Secrétariat a informé les délégués que le Bureau poursuivra, avec l'appui de ses partenaires, l'opérationnalisation du mécanisme de coordination régional qui devrait jouer un rôle important dans l'accélération du processus d'intégration continental, dans un contexte caractérisé par le lancement imminent des négociations pour la mise en place de la zone continentale de libre-échange.

118. Le Secrétariat a remercié les Etats membres pour leur collaboration relativement aux questionnaires de collecte de données, en soulignant l'importance des données fournies, qui ont contribué à l'amélioration de la qualité du rapport sur les conditions économiques et sociales. Le Secrétariat a encouragé les Etats membres à poursuivre les efforts pour fournir au Bureau CEA-AN des éléments d'information pertinents notamment au niveau sectoriel, pour l'exécution du reste du programme de travail 2014-2015 et pour les périodes biennales à venir. Il a demandé aux Etats Membres leur soutien à la CEA, notamment à son Centre de données en vue de la concrétisation des partenariats avec les Instituts de Statistiques, les Banques centrales et les Centre de Recherche nationaux. Le Secrétariat a enfin invité les délégués à (i) évaluer les acquis à mi-parcours de la mise en œuvre du programme de travail 2014-2015 et (ii) adopter le projet de programme de travail 2016-2017.

119. Le Secrétariat, a en outre donné un aperçu rapide des objectifs généraux de la CEA et la structure mise en place pour leur mise en œuvre. À cet égard, le nouveau cadre d'action de la CEA qui divise le travail de la CEA sous deux piliers (recherche sur les politiques et diffusion des connaissances) a été mentionné. L'objectif principal des neuf sous-programmes a été succinctement décrit et quelques-unes des principales activités de la Commission ont été présentées, notamment: la 7ème session annuelle conjointe de la Commission qui s'est tenue à Abuja, Nigeria 25-30 Mars 2014 sur le thème «l'industrialisation pour un développement inclusif et transformatrice en Afrique»; le IXème Forum africain de développement (FAD) sur le thème «Financement novateur pour la transformation de l'Afrique», tenu à Marrakech, en Octobre 2014; la quatrième Conférence annuelle sur les changements climatiques et le développement en Afrique (CCDA IV); la 9e Conférence régionale sur les femmes sur l'examen de Beijing +20 tenue à Addis-Abeba en Novembre 2014 et 24 ateliers de renforcement des capacités, organisés par l'IDEP, au profit de 521 fonctionnaires des pays africains.

120. Le Secrétariat a introduit d'autres questions statutaires et de gestion de la performance, y compris le cadre stratégique, le budget du programme, le plan d'affaires annuel, le rapport annuel d'activités, la politique d'évaluation et d'assurance qualité, le tableau de bord de la performance qui servira à évaluer l'efficacité opérationnelle, l'influence et la crédibilité de l'action de la CEA.

121. Le Comité a pris note du rapport 2014 et des objectifs de travail pour 2015. Il a félicité le Secrétariat pour la qualité et la pertinence des activités entreprises et des efforts fournis pour répondre aux besoins des Etats membres.

122. Le Comité a pris note du programme de travail soumis à son appréciation. Il a noté avec intérêt la décision de la CEA de s'investir davantage au niveau sous régional dans la collecte et la génération de données de qualité en tant qu'outils d'analyse et de prise de décision dans les thématiques d'intérêt pour les Etats.

123. Le Comité a encouragé la CEA à entreprendre une plus grande diffusion et sensibilisation de son programme de renforcement des capacités, de sorte que les états membres puissent en bénéficier davantage et de manière plus efficiente.

124. Le Comité a soutenu l'idée de la CEA d'établir un partenariat avec les Instituts Nationaux de Statistiques (INS) en vue d'obtenir des données à jour. La mise en œuvre de cette initiative devra aider le Centre de données de la CEA à recevoir en temps réel des statistiques de qualité pour ses activités futures, notamment en 2016 et 2017.

125. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

XII. Examen et approbation des recommandations de la réunion ad hoc d'experts *(Point 10 de l'ordre du jour)*

126. Les recommandations de la réunion ad hoc d'experts sur « *Le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord* » ont été portées à l'examen du Comité qui les a amendées puis adoptées telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

XIII. Examen et adoption du rapport de la XXXème réunion du CIE *(Point 11 de l'ordre du jour)*

127. Le Comité a examiné et adopté les recommandations de sa XXXème réunion, telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

128. Le Comité a par la suite adopté le présent rapport qui contient les amendements qu'il a eu à apporter lors de son examen et a demandé au Secrétariat de les transmettre à la Conférence des Ministres.

XIV. Date et lieu de la XXXème réunion du CIE *(Point 12 de l'ordre du jour)*

129. Il a été convenu que la XXXIème réunion du CIE se tienne avant la Conférence des ministres de 2016. La délégation soudanaise a exprimé un intérêt pour accueillir la prochaine réunion. Elle a promis de se rapprocher du Secrétariat ultérieurement après consultation et accord de son Gouvernement. Sous réserve de cette confirmation ou de la manifestation ultérieure d'un autre Etat membre, la XXXIème session du CIE se tiendra au siège du Bureau, à Rabat (Maroc).

XV. Questions diverses *(Point 13 de l'ordre du jour)*

130. Le Comité a entendu, une communication de la délégation marocaine. Le chef de délégation du Maroc a félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord pour la qualité des documents présentés et les participants pour la qualité des délibérations.

131. Le Comité a pris note de l'intervention du Maroc et a invité les délégués et les participants à saluer le courage de la femme africaine et la détermination de la femme magrébine à se battre pour faire reconnaître ses droits. Le Comité a invité la CEA et l'ensemble des Organisations onusiennes et internationales à soutenir la femme africaine dans son combat contre la pauvreté et la précarité.

XVI. Clôture de la réunion *(Point 14 de l'ordre du jour)*

132. La XXXème Réunion du CIE a adressé une Motion de Remerciement à sa Majesté le Roi Mohamed VI et au Gouvernement marocain. Le texte de la Motion est reproduit en annexe.

133. Le Président du bureau du CIE a félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et plus particulièrement sa Directrice, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, pour la qualité des documents présentés et du rapport de la réunion. Il a insisté sur la nécessité d'un bon suivi des décisions du CIE aussi bien de la part des délégations que de la part de la CEA.

134. Dans son mot de clôture, la Directrice du Bureau s'est réjouie de la richesse des débats qui ont permis de discuter en détail le thème du CIE dans ses différentes dimensions. Ces débats a-t-elle rappelé, se sont tenus dans un contexte marqué par de profondes mutations mondiales dont la Région ne voit que les premières répercussions et qui ont conduit la CEA à décider d'accorder une attention particulière à l'économie verte. Elle a exprimé l'espoir que dans les prochaines années, la dimension verte souhaitée par la CEA et soutenue par les Etats membres lors des débats soit partie intégrante des processus de planification des Etats.

135. La Directrice a remercié les participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'examen des questions statutaires soumises à leur attention. Elle a déclaré que les recommandations et le rapport de la réunion seront transmis à la Conférence des Ministres de la CEA, comme instruit par le CIE. Elle a remercié les délégués pour avoir permis aux autres participants de contribuer aux débats, et les a assuré de l'engagement du Bureau à faire participer l'ensemble des parties prenantes aux échanges sur le développement et l'intégration en Afrique du Nord..

136. Elle a encouragé les pays membres à participer activement à la huitième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique et du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration, qui aura lieu du 25 au 31 mars 2015, à Addis-Abeba, en Ethiopie. Elle a rappelé que cette réunion ministérielle abordera et approfondira, les thèmes sur lesquels le CIE a débattus tels que l'agenda de développement 2063, la planification, mobilisation et financement du développement, l'intégration régionale et les négociations mondiales sur le programme de développement post-2015. En marge de la conférence se dérouleront également des événements parallèles destinés à approfondir les thèmes débattus et à présenter les outils et initiatives développés par la CEA pour appuyer les processus continental de développement et d'intégration régionale.

137. Enfin, la Directrice a remercié tous les participants pour leur contribution à la réussite du CIE, notamment les délégués des Etats membres, la société civile, le secteur privé, le bureau du CIE, les différentes institutions, les personnes ressources, les collègues du Siège, le personnel du Bureau, les interprètes ainsi que les hôtes et les personnes en charge de la logistique.

ANNEXE I

Recommandations de la XXXème réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts

A l'issue des délibérations, le Comité a fait les recommandations suivantes, et demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des Ministres:

Performances économiques et sociales

Aux pays

1. Compléter et mettre à jour les statistiques manquantes et augmenter significativement les taux de réponse aux différents questionnaires ;
2. Mettre en place des réformes nécessaires des systèmes de subventions en vue d'augmenter l'efficacité des transferts sociaux et les marges de manœuvres budgétaires pour accélérer la transformation structurelle ;
3. Encourager et faciliter la création de mécanismes bancaires pour le financement des PME et TPE, notamment dans le cadre de partenariats public-privés, tout en renforçant les incitations aux banques pour faciliter l'accès au financement des PME et TPE et leur capacités à adresser le segment des PME et les petits et moyens projets ;
4. Poursuivre les réformes des systèmes financiers des pays de la région pour attirer les investissements des banques d'investissement internationales ;
5. Accélérer l'intégration économique continentale et favoriser la diversification des partenaires commerciaux extérieurs, à travers la facilitation des échanges et de l'investissement en mettant à profit le lancement des négociations de la zone de libre échange continentale.

A la CEA

6. Inclure dans le prochain rapport sur les CES en AN une analyse des performances des pays en matière de qualité des institutions, de respect des règles de droit et de progrès du système financier et de gouvernance économique ;
7. Enrichir les indicateurs en incluant ceux permettant de mesurer les performances du secteur financier et ceux de l'économie du savoir dans le domaine de l'économie verte ;
8. Tenir compte autant que possible des spécificités pays dans les recommandations adressées aux Etats Membres ;
9. Supporter les capacités des pays et particulièrement des acteurs économiques à améliorer leur accès au marché continental et à tirer pleinement profit de la future zone de libre échange continentale (ZLEC) pour diversifier les économies, ainsi que les partenaires commerciaux.

Profil pays

Aux pays

10. Fournir à la CEA en temps opportun les données et les informations nécessaires à l'élaboration des profils pays;

A la CEA

11. Intégrer autant que possible les indicateurs relatifs au développement durable (économie verte) et aux risques climatiques dans les profils pays ;
12. Accompagner les Etats Membres dans la mise en place d'un dispositif soutenable de transmission de données qui assurent des profils pays de qualité, produits avec des données harmonisées ;
13. Prendre en compte le développement de l'entrepreneuriat en travaillant davantage avec les acteurs du secteur privé afin de mieux renseigner les indicateurs de l'entrepreneuriat et de l'environnement des affaires.

Intégration régionale

Aux pays

14. S'approprier et mettre en œuvre le plan d'action regional sur la facilitation du transport et des échanges en Afrique du Nord
15. faciliter les échanges d'informations entre pays sur leurs réglementations nationales relatives à la mobilité des capitaux et œuvrer à leur harmonisation ;
16. s'engager pleinement dans les negociations sur la ZLEC et parallelement tirer pleinement profit du système commercial multilateral (OMC).

A la CEA

17. Améliorer et multiplier les espaces de dialogue avec les acteurs du secteur privé pour mieux identifier les obstacles opérationnels et les accompagner dans leurs initiatives d'échanges et d'investissements régionaux ;
18. Approfondir les résultats encourageants de l'étude produite par la CEA sur les CVR par des analyses sectorielles qui affinaient l'identification des secteurs potentiels ;
19. Aider les pays à utiliser pleinement l'assistance technique des organisations internationales en matière de renforcement des capacités commerciales afin de contribuer au renforcement du commerce régional ;
20. Favoriser une plus grande orientation de l'aide pour le commerce vers les CVR et contribuer au suivi de sa revue;
21. Accompagner l'UMA et les pays d'Afrique du Nord pour leur participation aux négociations sur la ZLEC.

Mise en œuvre de l'agenda 2063

Aux pays

22. Affirmer en priorité la mobilisation de l'épargne intérieure dans les stratégies de financement du développement et favoriser à ce titre le développement de mécanismes innovant de financement.;

Les agendas régionaux, internationaux et autres initiatives spéciales

Aux pays

23. Renforcer la participation, notamment des femmes, aux processus de négociation de l'agenda de développement post 2015, pour une meilleure prise en compte des priorités, des capacités et des spécificités culturelles des pays africains;
24. Participer au forum régional sur le développement durable.

A la CEA

25. Continuer à aider les pays à coordonner leurs efforts dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux pour renforcer leurs positions communes, notamment sur la définition des indicateurs de suivi des ODD et les tenir informés des progrès réalisés ;
26. Promouvoir le réseautage des points focaux impliqués dans les négociations internationales pour la définition des agendas mondiaux afin de renforcer leur pouvoir de négociation et mieux traduire les priorités de la région.

Mise en œuvre du programme d'activité 2014-2015 et projet de programme de travail 2016-2017

A la CEA

27. Perseverer dans la volonté d'utiliser en priorité les données des pays, qui peuvent être plus récentes que celles disponibles dans les rapports des institutions internationales ;
28. Refléter d'avantage dans le programme de travail 2016-2017 les activités pour la mise en œuvre de l'agenda de développement pour l'après 2015 et le plan d'action qui sera adopté lors de la COP21 ;
29. mieux assister les pays membres à intégrer l'approche genre dans les politiques de développement, et particulièrement dans les négociations sur le changement climatique.

Economie verte

Aux pays

30. S'appropriier les résultats et recommandations de la réunion d'experts et les transmettre aux départements nationaux concernés.

ANNEXE II

Recommandations de la réunion d'experts : « Le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte et durable »

Session I: Visions et politiques publiques pour une économie verte inclusive

Pour les Etats membres

1. Considérer la mise en place graduelle d'une bonne gouvernance environnementale incluant un cadre juridique incitatif, des mécanismes de financement adéquats et des indicateurs de suivi pertinents.
2. Intégrer graduellement dans toutes les politiques et stratégies de développement nationales, l'économie verte et plus largement des considérations liés au développement durable.

Pour la CEA

3. Élargir la portée de l'étude sur la vision et les politiques publiques pour une économie verte inclusive à l'ensemble des pays de la région
4. Approfondir l'analyse des opportunités offertes par l'économie verte notamment en termes de création d'emplois, d'entrepreneuriat et d'amélioration de la compétitivité industrielle, ainsi que l'analyse des risques qu'elle représente.
5. Mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des recommandations de la réunion.

Session 2: Le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte en Afrique du Nord

Pour les Etats membres

6. Considérer la mise en place d'une plateforme qui facilitera l'échange d'informations et de bonnes pratiques et permettra de créer des synergies entre les acteurs publics et privés de l'économie verte et la maintenir à jour.
7. Considérer les équilibres sociaux et économiques dans la stratégie de mise en œuvre d'une économie verte inclusive dans les pays de la région en vue de réaliser le développement durable.

Groupe 1: quelles politiques industrielles dans le contexte de l'économie verte

Pour les Etats membres

8. Entreprendre une réflexion prospective sur le développement industriel qui allie les exigences économiques, sociales et environnementales au niveau national et identifier les priorités et les objectifs en matière d'économie verte
9. Aider et orienter les entreprises à instaurer une industrie verte en mettant en exergue les gains d'efficacité et de rentabilité et de durabilité.
10. Mettre en place un environnement incitatif pour faciliter l'accès des industriels à l'information, à l'appui et à l'assistance technique et aux financements, notamment dans le domaine du capital risque.
11. Sensibiliser les acteurs non-étatiques et les acteurs étatiques sur les retombées positives d'une politique industrielle pro-économie verte.

12. Identifier les complémentarités stratégiques entre la production relative à l'économie verte et la consommation au niveau national et régional et adapter progressivement l'offre productive à l'évolution des modes de consommation.
13. Faciliter l'intégration progressive du secteur industriel informel dans un cadre légal qui respecte la réglementation environnementale et sociale.
14. Favoriser l'utilisation des technologies nouvelles dans le domaine de l'économie verte et leur transfert à travers des mécanismes de partenariats entre les différents acteurs nationaux et internationaux
15. Favoriser les échanges et partenariats gagnant-gagnant entre le secteur public et privé et encourager le développement de zones industrielles durables
16. Promouvoir la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le domaine de l'économie verte tout en favorisant des échanges réguliers entre les entreprises et la sphère académique à travers la valorisation et le transfert technologie dans l'industrie.
17. Établir un cadre logique et conceptuel qui permet de définir des mécanismes de suivi et d'évaluation des politiques et des programmes publics en matière d'économie verte

Pour la CEA

18. Entreprendre une réflexion prospective sur le développement industriel qui allie les exigences économiques, sociales et environnementales au niveau régional et identifier les priorités et les objectifs en matière d'économie verte

Groupe 2: Compétitivité des entreprises et innovation: comment lever les blocages?

Pour les Etats membres

19. Continuer à jour le cadre législatif et institutionnel, en particulier relatif aux nomenclatures nationales et régionales ainsi qu'en matière de protection de la propriété de l'innovation et améliorer la réactivité de l'administration aux propositions des entreprises et encourager les projets éco innovants
20. Établir et mettre en place des stratégies de veille en matière de dispositifs de soutien à l'innovation verte.
21. Impliquer les entreprises dans la conception et la mise en œuvre de politiques innovantes en matière de croissance verte et développer une infrastructure de technologies de l'information pour le développement de l'éco-innovation
22. Améliorer l'accès à l'innovation et aux technologies vertes dans le cadre de transferts technologiques Sud-Sud et Nord-Sud.
23. Améliorer les compétences et les services des établissements financiers dans l'évaluation des risques versus gains des projets innovants, à travers notamment une plus grande coopération entre les départements de crédit et d'assurance et les industriels
24. Sensibiliser les ressources humaines des entreprises et en particulier des PME et TPE et développer leurs capacités à la gestion de l'innovation verte.

25. Améliorer le système de protection de l'innovation verte (enregistrement, valorisation...) et le rendre plus opérationnel;
26. Améliorer le dialogue public/privé pour une meilleure connaissance des lois et garantir les conditions de leur mise en œuvre effective.
27. Créer des synergies entre les universités, les centres de recherche et les entreprises, pour adapter l'offre de formation professionnelle aux besoins des industriels et du secteur privé et mieux accompagner les changements technologiques.
28. Créer des prix nationaux et régionaux dédiés à l'innovation verte afin de stimuler l'entrepreneuriat et la créativité la recherche et dans le milieu industriel et académique
29. Encourager et faciliter la mobilité des chercheurs, en particulier des jeunes chercheurs, à travers des programmes de coopération régionale;
30. Renforcer l'accompagnement des jeunes entrepreneurs innovants en appuyant la création des incubateurs et des techno parcs et encourager les jeunes entreprises innovantes à intégrer les organisations professionnelles dès leur création;
31. Définir des plans d'actions nationaux pour la promotion de l'innovation et créer des banques de données sur les opportunités de l'éco-investissement au niveau régional;
32. Mettre en place des programmes de promotion de l'économie verte, ciblant les consommateurs et utilisant comme support tout spots et autre affiches publicitaires.

Pour la CEA

33. Accompagner la définition par les Etats membres d'un plan d'actions régional pour la promotion de l'innovation verte;
34. Mettre en réseau les plateformes de partage d'informations et d'expertise existantes aux niveaux national et régional en matière d'éco-innovation et promouvoir le partage des connaissances aux niveaux national, régional et international
35. Faciliter la création d'un réseau nord-africain pour la promotion de l'économie verte.

ANNEXE III

Ordre du jour

1. Séance d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord
 - 4.1 Rapport économique et social 2014 et perspectives 2015
 - 4.2 Profils pays
5. Session Intégration régionale: *«Le commerce pour l'industrialisation en Afrique du Nord»*
 - Présentation ERA 2015
 - Transport international et facilitation du commerce en Afrique du Nord
 - Développer des chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines
6. Session Spéciale sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 : *« Planification, mobilisation des ressources et financement du développement »*
7. Table ronde/Réunion d'experts : *« Stratégie pour une économie verte durable »*
8. Agendas régionaux et internationaux et autres initiatives spéciales
9. Questions statutaires
 - Rapport sur les activités du Bureau (mars 2014 – février 2015)
 - Présentation du Projet de programme d'activités 2016-2017
 - Rapport sur les activités de la CEA
10. Examen et approbation des recommandations de l'EGM *« Stratégie pour une économie verte durable »*
11. Examen et adoption des recommandations et du rapport du CIE
12. Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
13. Questions diverses
14. Clôture de la réunion

ANNEXE IV

Liste des participants/ List of participants

ALGERIE / ALGERIA

1. SEM. Hamid Temmar
Ancien Ministre chargé des participations et de la coordination des réformes, Ministre du Commerce, Ministre Conseiller économique auprès du Président Abdelaziz Bouteflika, Ministre de l'industrie et de la promotion des investissements, en Algérie
Professeur à l'institut Supérieur de Gestion et de Planification
Tél : +33 95 16 19 430
Email : htemmar@gmail.com
Alger
2. M. Djilali Lebibat
Sous-Directeur de l'Union européenne
Ministère de Commerce
Alger
Tél : + 213 21 89 03 00
Email : lebibat@hotmail.com
lebibat@mincommerce.gov.dz
3. M. Kernane Abdelhamid
Enseignant chercheur à l'ENSSEA
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
Alger
Email : akernane@hotmail.fr
4. Mme Amel Medjeber
Secrétaire des affaires étrangères
Ambassade d'Algérie
Rabat
Email : medjeber.amal@gmail.com

EGYPTE / EGYPT

5. SE M. Omar Ali Mohamed Ibrahim Abouech
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Ambassade d'Egypte en Algérie
Alger (Algérie)
Tél : +213 21 69 16 73
Email: oeich@hotmail.com-
omar.abouech@mfa.gov.eg
6. Mr. Achraf Ibrahim
Deputy assistant Minister for Internationals Economic Relations
Ministry of Foreign Affairs
Cairo-Egypt
Tél : +202 27 73 50 63
Email : achraf.Ibrahim@mfa.gov.eg
7. M. Ahmed Bakr
Chef de Mission - Adjoint
Ambassade d'Egypte
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : ambegyrrabat@gmail.com-
ahhmed1bakr@yahoo.com
8. Mrs. Shadya Qadry
General Manager of International Agreements
Ministry of Industry and Trade
Cairo, Egypt
Fax : +202 26130129 / 26130136
Email : shadya_qadry1@yahoo.com /
Shadya_qadry@yahoo.com
9. Mrs. Khalafallah Abeer
Head of bilateral and African Union Relations
Division
Ministry of Industry and Trade
Cairo
Email: a-ahmd@tas.gov.eg-abeer_k70@yahoo.com
10. Mrs. Hanaa Goma Khalil Ali
Head of Pollution Abatement Projects Management
Manager of Pollution Abatement projects PMU -
Ministry of Environment
Cairo
Tél : +202 252 614 21
Email : hanagomaa23@yahoo.com
11. Dr. Magda Shouieb
Head of Central Department for Quality & Environment
Ministry of Civil Aviation
Tel/ Fax: +202 2 22677781
Email: magda_shouieb@hotmail.com
magdashouieb@gmail.com
12. Eng. Ahmed Kamal
ECO Executive Director
Environmental Compliance Office and sustainable Development (ECO SD)
Federation of Egyptian Industries (FEI)
Cairo
Tel.: +202 23904603 – 23904760
Fax.: +202 23904816
E-mails: akamal@eco-fei.net - akamal72@yahoo.com
13. Mr. Ayman Zaki Mohamed Ellithy
Director, Technical Capacity Building
Egypt's Industrial Modernization Centre
Cairo
Tel : +202 25 77 00 90 – Fax: +202 25772870
Email : azaki@imc-egypt.org

MAROC / MOROCCO

14. Mme Zakia El Midaoui
Directrice de la Coopération Multilatérale
et des Affaires Economiques Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
Rabat
Tél: +212 537 76 68 29
Fax: +212 537 66 00 91
15. M. Abdelhak Allalat
Directeur de la prévision et de la prospection
Haut Commissariat au Plan
Rabat
Tél: +212 537 57 69 48/49
Fax: +212 537 57 69 44
Email : aallalat_dppd@yahoo.fr
16. Mme El Houdi Khadija
Directeur Adjoint
Haut Commissariat au Plan
Rabat
Tél : +212 0537 27 00 42
Email : gourmaweb@yahoo.fr
17. Mme Boutaina Benmoussa
Chef de Service des Institutions Financière,
Direction de la Coopération Multilatérale
et des Affaires Economiques Internationales
Rabat
Email : boutainab@hotmail.com
18. Mme Sara Cherki
Conseiller
Direction de la Coopération Multilatérale
et des Affaires Economiques Internationales
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
Rabat
Email : sracherki@gmail.com
19. M. Ayoub Houchem
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
Rabat
20. Mme Loubna M'Hamdi Alaoui
Chef du Service des Relations avec les Institutions
Internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat
Tél: +212 537 67 73 69
Email: l.alaoui@tresor.finances.gov.ma
21. M. Abdelhamid Tebba
Cadre au service des relations avec
Les institutions internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat
Email : a.tebba@tresor.finances.gov.ma
22. M. Farid Fadli
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat
Email : farid.11@yahoo.fr
23. Mlle Siham Souihel
Cadre chargée des relations avec les institutions
internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat
Tel : +212 537 67 73 67 Fax : +212 537 67 75 32
Email : s.souihel@tresor.finances.gov.ma
24. Mlle Ibtissam Kaifouf
Chef de la Division de la Coopération et des
Partenariats
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de
l'Investissement et de l'Economie Numérique
Rabat
Tél : 0537 66 96 48 – Fax : 0537 66 96 79
Email : kaifouf@mcinet.gov.ma
25. Mme Karima Rghoni
Chef du Service du Suivi des accords commerciaux
Direction de la coopération et de la communication
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de
l'Investissement et de l'Economie Numérique
Rabat
Tél : +212 537 66 96 48 - Fax : +212 537 66 96 79
Email : karimaghoni@mcinet.gov.ma
26. Mme Fatima Zohra El Kamraoui
Cadre
Division des Industries chimiques Pharmaceutiques
Et Matériaux de Construction
Ministère de l'Industrie, du Commerce et des
Nouvelles Technologies
Tél : +212 537 66 96 32 - Fax : +212 537 66 96 55
Email : felkamraoui@mcinet.gov.ma
27. Mme Latifa Redani
Chef de la Division de la Stratégie
Direction de la Stratégie et des Statistiques
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
Rabat
Tél : +212 537 66 54 71
Email : latifa.redani@gmail.com
28. M. Hamid Imrani
Chef du Service de la Stratégie et des Facteurs
Transverses
Direction de la Stratégie et des Statistiques
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
Rabat
Email : imrani.hamid@gmail.com

- 29.M. Khalid El Yacoubi
Directeur de la Coordination des Affaires Economiques
Ministère de l'Intérieur
Rabat (Royaume du Maroc)
- 30.M. Brahim Kheireddine
Chef de la Division de l'Animation et du Tourisme
Direction de la Coordination des Affaires Economiques
Ministère de l'Intérieur
Rabat
Tél : +212 537 28 63 27
Email : bkheireddine@interieur.gov.ma
- 31.M. Ahmed Drawat
Chef de la Division du Système d'Information et d'Analyses
Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales
Rabat
Email : drawatahmed@gmail.com
- 32.Mme Khadija Touile
Chef du Service d'Encouragement à l'Auto-emploi
Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales
Rabat
Email : touilek@gmail.com
- 33.Mme Saida Adalduch
Chef de Service du Suivi et d'Evaluation des Activités et Manifestations Internationales
Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales
Rabat
Email : saidaalduch@yahoo.fr
- 34.M. Abdelmjid Hatimi
Ingénieur Général
Département de l'Energie et des Mines
Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Rabat
Tél : +212 537 68 87 40
Email : a.hatimi@mem.gov.ma
- 35.M. Abdelkarim El Amrani
Chargé de mission
Ministère délégué auprès du Chef du Gouvernement, Chargé des Affaires Générales et de la Gouvernance
Rabat
Tél : +212 537 68 73 16
Email : elamraoui@affaires-generales.gov.ma
- 36.Mme Hanane Touzani
Chargée d'études auprès du chef du Gouvernement
Ministère délégué auprès du Chef du Gouvernement, Chargé des Affaires Générales et de la Gouvernance
Rabat
Tél : +212 537 68 73 16
Email : touzani@affaires-generales.gov.ma
- 37.M. Hassan Benseddik
Chef de Division des Relations Commerciales Multilatérales
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, chargé du Commerce Extérieur
Rabat
Tél : +212 537 70 33 81
Email : Benseddik@mce.gov.ma
- 38.M. Hakim Jamaa
Chef de la Division des Affaires Juridiques et de la Communication
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, chargé du Commerce Extérieur
Rabat
Email : hakimjamaa@gmail.com
- 39.M. Abderrahim Barhdad
Chef de Service des Relations avec les Organisations Internationales
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, chargé du Commerce Extérieur
Rabat
Tél : 212 537 702262
Email : barhdad@mce.gov.ma
- 40.M. Fihri Boushaba
Administrateur à la Direction de la coopération
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, chargé du Commerce Extérieur
Rabat
Tél : +212 537 66 96 48
Email : FBoushaba@mcinet.gov.ma
- 41.M. Abdelghani Machar
Chargé des Relations Commerciales avec les Pays Arabes
Ministère délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, chargé du Commerce Extérieur
Rabat
Email : machar67@gmail.com
- 42.M. Abdelaziz Nihou
Directeur de la Planification
Haut Commissariat au Plan
Rabat
Tél : +212 537 57 69 04
Fax : 21253757690
Email : hcpcabinet@gmail.com/
hcp.secretariat@yahoo.fr

43. M. Salah Zaroual El Idrissi
Diplomate
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
Rabat
Email : salahzar@hotmail.com
44. M. Omar El Youssef Attou
Chef de Division de valorisation et innovation
Direction de la recherche scientifique et de l'innovation
Ministère de l'Enseignement Supérieur, Recherche Scientifique et Formation des Cadres (MESRSFC)
Rabat
Email : oyoussef_omar@yahoo.fr
45. Mme Nadia Zine
Ingénieur en Chef
Ministère Délégué chargé de l'Environnement
Rabat
Email : zinenadia08@yahoo.fr
46. M. El Amrani Abdelkrim
Chargé de mission
Ministère des affaires Générales et Gouvernance
Rabat
Tél: +2312 0537 689 73 16
Email : elmrani@affaires-générales.gov.ma
47. Mme Widad Sebbahi
Ingénieur en Chef Direction générales des Collectivités Locales
Direction de la Planification et l'Équipement
Ministère de l'Intérieur
Rabat
Email: wsebbahi@interieur.gov.ma
48. M. Mansouri Amine
Analyste
Conseil National du Commerce Extérieur/CNCE
Rabat
Email: mansouri@cnce.org.ma
49. Mme Ghizlane Hazzami
Chargé de la veille
Conseil National du Commerce Extérieur / CNCE
Rabat
Email : hazzami@cnce.org.ma
50. M. Azedine Daief
Chef de service de la coopération multilatérale
Ministère délégué chargé de l'environnement
Rabat
51. Mme Nassira Rheyati
Chargé du Dossier Système des Nations Unies
Ministère délégué chargé de l'environnement
Rabat
Tél : +212 537 57 06 40
Email : r_nassira@yahoo.fr - rheyati@environnement.gov.ma
52. M. Nbou Mohamed
Directeur des Etudes, de la Planification et de la Prospective / Direction des Etudes, de la Planification et de la Prospective
Ministère de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement
Rabat
Mobile: +212 537 57 66 42 -Fax: 0537 576642
E mail: nbou@environnement.gov.ma - nboudrm@yahoo.com
53. M. Mohammed Maktit
Chef de la Division de la Planification et de la Prospective/Chargé de l'environnement
Ministère Délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement, chargé de l'Environnement
Tél : +212 5 37 57 06 38-
Email : m.maktit@gmail.com
54. M. Mohammed El Guerrouj
Directeur Général
Agence pour le Développement Agricole au Maroc
Rabat
Tél : +212 5 37 57 37 12 LD : +212 537 57 38 01
Email : k.benbougdi@ada.gov.ma
55. M. Felloun Hamid
Directeur de la Gestion des Projets
Agence pour le Développement Agricole au Maroc
Rabat
Tél : +212 537 57 37 51
Email : h.felloun@ada.gov.ma
56. M. Larbi EL HILALI
Directeur du développement durable
Office Chérifien du Phosphate (OCP S.A.)
Casablanca
Tél : +212 522 924 1846
Fax: +212 522 925 057
Email: L.EL HILALI@ocpgroup.ma
57. M. Ahmed Bakkali
Secteur de Production
Office Chérifien du Phosphate (OCP S.A.)
El Jadida
Email : a.ahmedbakkali@gmail.com
58. M. Ikbâl Sayah
Directeur des Etudes Générales
Observatoire National des Droits de l'Homme
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 576958/53 Fax : +212 537 5656 47
Email : Iksayah@yahoo.fr / Sayah@ondh.org.ma
59. M. Youssuf Bouzrou
Economiste au Pôle Etudes Générales
Observatoire National des Droits de l'Homme
Tél: +212 537576958/53
Fax : +212 5375656 47
Email : bouzrou@ondh.org.ma / bouzrouyoussef@gmail.com

- 60.M. Zouhair Triqui
Directeur Marketing
Maroc Export
Centre Marocain de Promotion des Exportations
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 30 22 10 /30 75 43
Email : Triqui@marocexport.gov.ma
- 61.Mlle Zineb Alaoui M'Hamdi
Conseillère à l'export- Maroc Export
Centre Marocain de Promotion des Exportations
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 30 22 10 /30 75 43
Email : alaoui.mhamdi@marocexport.gov.ma
- 62.M. Agouzoul Lhoussaine
Chef de département
Centre Marocain de Promotion des Exportations
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 30 22 10 /30 75 43
Email : agouzoul@marocexport.gov.ma
- 63.Mme Imane El Ghazi
Chargée de Fonction
Fédération des chambres de commerce et d'industrie
et de services du Maroc (FCMCIS)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 705 1 – Fax : +212537 767076
Email : ima.elgh@gmail.com
- 64.Dr Naïma Bou-Mhandi
Chef du centre spécialisé de valorisation et
technologie es produits de la mer
Institut National de recherche halieutique (INRH)
Agadir (Royaume du Maroc)
Tél : +212 528 20 54 23
Email : nboumhandi@yahoo.fr
naimaboumhandi@gmail.com
- 65.M. Abdelaziz BELHOUI
Conseiller
Fondation Mohamed VI pour la protection de
l'environnement
Rabat
Tel: +212 537 65 88 44
Email: a.belhouji@fm6e.org
- 66.Mme Ibtisam El Mrabet
Chef de service « Etudes et Statistiques »
Agence Marocaine de Développement des
Investissements
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 22 64 40
Fax : +212 537 67 34 17/42
Email : mrabeti@invest.gov.ma
- 67.M. Kamal Choukri
Analyste Etudes et Statistiques
Agence Marocaine de Développement des
Investissements (AMDI)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537226427
Email : kchoukri.invest@gov.ma
- 68.M. Ali Ihabi
Analyste Etudes et Statistiques
Agence Marocaine de Développement des
Investissements (AMDI)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 22 64 36
Email : aihabi@invest.gov.ma
- 69.Mr Al Balghitti Abdelouahad
Chef de Département Economie et sociologie rurales
Institut National de recherches agronomique INRA
Rabat (Royaume Maroc)
Tél : +212 537 20 83 14
Email : za.albalghittiz@gmail.com
- MAURITANIE / MAURITANIA**
- 70.M. Oumar Yousouf Gueye
Directeur de la Prévision et de l'Analyse Economiques
Direction Générale de la Politique Economique et des
Stratégies de Développement
Ministère des Affaires Economiques et du
Développement
Tél : +222 45 25 35 71
Email : oumargueye@hotmail.com
- 71.M. Mohamed Ould Hanine
Conseiller Technique Chargé du commerce
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du
Tourisme
Tél : +222 45 25 81 82
Fax : +222 45 25 10 57
Email : mhanine@commerce.gov.mr/
ddawamr@yahoo.fr
- 72.M. El Moutar Mohamed Yahya
Chargé de mission au cabinet du Ministre des Affaires
Economiques et du Développement
Coordinateur de la Cellule d'Appui à l'Innovation
Nouakchott
Tél : +222 45 25 36 84
Email : mohamedyahya.moctar@gmail.com
- 73.M. Sidi Mohamed Zenvour
Directeur de suivi - évaluation du cadre stratégique de
lutte contre la pauvreté
Ministère des Affaires Economiques et du
Développement
Tél : +222 45 25 35 71
Email : zenvour 2005@yahoo.fr
- 74.M. Abdelkader Mohamed Saleck
Consultant- Environnement et développement durable
Tél : +222 36 30 89 96
Email: akmsaleck@mauritania.mr

75.Mme Fatimetou Bellamech
Cadre
Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de
Tél : +222 525 22 14 /+222 45 25 22 14
Fax : +222 525 38 95/524 05 07
Email : cciam@chambrecommerce.mr
Fatimetou.bellamech@gmail.com

SOUDAN / SUDAN

76.Mme Amira Elnour Hamad
Ministry of Industry
Khartoum
Email : sawsanhammad2010@hotmail.com

77.Mme Asia Mohamed
Researcher Lecturer
Consultant / Institute of Environmental Studies
Ministry of Environment Forestry and Physical
Development / Higher Council for Environment and
Natural Resources
Khartoum
Tél: +249 183 78 42 79
Email: asiamohamed@hotmail.com

78.Mrs. Hayat Hassan Shamat
Director General
General Directorate of National Development
Agricultural Sector
Ministry of Finance and National Economy
Khartoum
Tél : +249 11 859 72 73
Email: hayatmohamedsalih@gmail.com

79.Mr. Eisa Tarteab Shatter
General Director for Research and Strategic planning
Ministry of Trade
Khartoum
Email : eisashatter@yahoo.com

TUNISIE / TUNISIA

80.Mme Narjes Dridi
Directrice Générale pour l'Afrique
Direction Générale Afrique
Ministère des affaires étrangères
Tunis
Tél : +216 71 894 151
Email : Narjes.dridi@diplomatie.gov.tn

81.Mme Saida Hachicha
Directeur Général de la Coopération économique
et commerciale
Ministère du Commerce
Tunis
Tél +216 71 90 37 84
Email : saida.hachicha@ati.tn

82.Mme Lamia Ghazouani
Sous Directeur
Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines
Tunis
Tél: 216 71 903 710 -Fax: 216 71902742
Email : Lamia.Ghazouani@mit.gov.tn

83.Mme Moufida Jaballah Srarfi
Directrice
Division de la coopération régionale
Ministère de l'Investissement et de la coopération
internationale africaine
Tunis
Email : m.jaballah@mdci.gov.tn/
moufidasarfi@yahoo.fr

84.M. Habib Zitouna
Directeur Général
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes
Quantitatives
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 84 03 17-Email : hzitouna@gmail.com

85.M. Tarek Bouhlel
Conseiller des Services Publics
Chargé de la Coopération avec la BAD et les
organisations régionales
Ministère du Développement, de l'investissement et
de la coopération internationale
Tél : +216 71 798 522
Email : tarek.bouhlel@mdci.gov.tn

86.Mme Zouaoui Imen
Gestionnaire Conseillère
Direction des Recherches, Etudes et Formation
CREDIF / EPNA, sous-tutelle du Ministère de la
Femme, de la Famille et l'Enfance
Tunis (Tunisie)
Tél : +216 71 88 53 22 /71 88 57 17
Fax : +216 71 88 74 36 / 88 28 93
Email : Directeur.General@credif.mrt.tn
imenzouaoui@credif.org.tn

87.M. Chokri Mezghani
Sous Directeur
Direction des études et analyses économiques
environnementales
Secrétariat d'Etat au développement durable
Ministère de l'Environnement et du développement
durable
Tél : +216 70 72 86 44
Email : chokri.mezghani@mineat.gov.tn
Chokri.mezghani@yahoo.fr

EXPERTS

- 88.M. Ali Harbi
Directeur général de AHC Consulting
Secrétaire général de CARE
Expert en stratégie, d'entreprise et développement durable
Alger (Algérie)
Email : aliharbiconsulting@gmail.com
- 89.M. Nazim Benberim
Responsable HSE et Délégué pour l'environnement
SPA SASACE
Wilaya Tipaza, Algérie
Tél : +213 24 46 18 23
Email : nbenberim@sasace.com - contact@sasace.com
- 90.Ms Yostina Boules
Managing Director
Taqa for Renewable Energy
Cairo, Egypt
Email: yostina@taqa-solutions.com
- 91.M. Dhafer Saidane
Professeur, Université Lille 3
Lille, France
Tel : +336 65390551
Email : dhafer.saidane@gmail.com
- 92.M. Nabil Jedlane
Professeur Universitaire
Tanger, Maroc
Tel : +212 539 31 34 87/88/89
Email : njedlane@uae.ac.ma/
nabil.jedlane@gmail.com
- 93.M. Khalid El Bernoussi
Expert, Mission permanente de Royaume du Maroc
auprès de l'Office des Nations Unies et des autres
Organisations Internationales
Genève, Suisse
Email : khalid.elbernoussi@yahoo.com
- 94.Dr. Mustapha Sadni-Jallab
Expert, Economiste
Organisation Mondiale du Commerce
Genève, Suisse
Email : Mustapha.sadni-jallab@wto.org
- 95.M. Karim Laraki
Senior Advisor
MENA & Sahel Strategic Consulting
Tél : Canada +1 438-792-9235
Morocco + 212 661-186-006
Email : klaraki@yahoo.com
- 96.M. Manwah Ayassor
Chef de Projets
Centre Marocain de Production Propre (CMPP)
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 997053 -Fax :+212 522981531
E-mail : manwah.ayassor@cmpp.co.ma,
manwah.ayassor@gmail.com
- 97.Mme Hanzaz Hanan
Directrice de la Fondation MANAGEM
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 95 65 19 -Fax:+212 5 22 95 64 27
Email : h.hanzaz@managemgroup.com
- 98.Dr. Said Guemra
Directeur Associé, Expert Gestion de l'Energie &
Productivité Temps Réel, GMTEC Monitoring
Rabat, (Royaume du Maroc)
Tél :+212 537 770463
Fax : +212 (0) 537 77 12 42
Email : gemtech@gemtech.ma
- 99.M. Mohammed Laabid
Président de l'Association Marocaine de l'Economie
verte-FNEMEE/UGTM
Tél : +212 537 37 2463
Rabat, Royaume du Maroc
Email : mohammedlaabid@yahoo.fr
100. M. Mohammed Aziz Derj
Président de l'Association pour le développement de la
Responsabilité sociétale des organisations au Maroc
RSO au Maroc
Casablanca (Royaume du Maroc)
Email : rsoaumaroc@gmail.com -
aziz.derj@gmail.com
101. M. Amine Lahlou
Associé – Gérant
Directeur d'Investissement
Maroc Renewables S.A.R.L
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tel: +212 522 49 10 98
Fax: +212 5 22 49 10 99
Email: alahlou@maroc-renewables.com
102. M. Hassan Agouzoul
Expert Senior au Conseil Economique Social et
Environnemental (CESE) chargé des affaires du
développement durable et territorial
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : h1.agouzoul@gmail.com
103. Dr. Mustapha Ayaita
Professeur d'Universités
Président du comité scientifique
Renewable Energy-University Network
Reunet
Rabat (Royaume du Maroc)
Email: m.ayaita@yahoo.de

104. M. Adel Ben Marzouk
Directeur Technique
Responsable exploitant et environnement à Ségor
Tunis
Tél : +216 71 90 84 44
Fax : +216 71 908 220.
Email : segor.abm@planet.tn
105. M. Fethi Zagrouba
Professor in Energetic & Process Engineering
UR - Process, Energetic & Environment "P2E"
University of Carthage - ISSTE Borj Cédria
Tunis
Email : fethi.zagrouba@isste.rnu.tn
106. M. Kamel Saidi
Sous Directeur
Centre International des technologies de
l'environnement de Tunisie (CITET)
Tel: +216 71206482
Fax : +216 71206642
Email: assistance@citet.nat.tn
107. Mme Shéhérazade Bel Aiba Berrehouma
Union tunisienne de l'Industrie, du commerce et de
l'artisanat (UTICA)
Tunis (Tunisie)
Tél: +216 71 142 050 - +216 71 142 000
Fax : +216 71 809 704
Email: s.belaiba@utica.org.tn
108. M. Riadh Zayane
Membre du Bureau Exécutif, CONECT
Tunis (Tunisie)
Tél : +216 71 23 14 22/71 23 14 02/71 23 14 03
Email : riadh.zayane@topnet.tn

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE REGIONALE
Union du Maghreb Arabe (UMA)**

109. SE M. Habib Ben Yahia
Secrétaire Général
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 68 13 71 / 72 / 73 / 74/ 76
Fax: +212 537 68 13 77
110. M. Lahoual Kouider
Expert à la Direction des affaires économiques
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 681371-72 / Fax: 212 537 681377
Email : kouidera12@gmail.com
111. M. Imed Ben Hadj Hammouda
Chef de Division à la Direction des Affaires
économiques
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
(UMA)
Rabat (Royaume du Maroc)

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET
REGIONALES /INTERNATIONAL AND REGIONAL
ORGANIZATIONS**

112. M. Saïd Mourabit
Economiste Régional
Bureau régional de la Banque islamique de développement
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 7571 91/537 65 97 51
Fax : + 212 537 75 72 60
Email : smourabit@isdb.org
113. M. Vincent Castel
Economiste pays en Chef
Groupe de la Banque africaine de développement
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 177300 -Fax : +212 537 565935
Email : v.castel@afdb.org
114. M. Ahmed Moumami
Research, Networking and Partnerships Division
Development Research Department
African Development Bank
Fax : +216 71 10 37 79
Email : a.moumami@afdb.org
115. M. Mohamed Ali Deyahi
Directeur
Bureau de l'OIT pour les pays du Maghreb
Alger, Algérie
Fax: +213 (0)21794499
Email : ouldsidi@ilo.org
116. Dr. Ahmed Said Ould Bah
Directeur des Relations Extérieures et de la Coopération
Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la
culture (ISESCO)
Rabat, Royaume du Maroc
Tél : +212 537 56 60 52/53
Fax : 212 537 56 60 12/13
117. M. Abdelmajid Tribak
Expert à la Direction des Sciences
ISESCO
Rabat, Royaume du Maroc
Tél : +212 537 56 60 52/53
Email : atribak@unesco.org.ma
118. M. Amir Elrufai
Expert à la Direction du Développement Industriel
Organisation arabe du développement industriel et minier
(OADIM)
Rabat, Royaume du Maroc
Tél : +212537 274500
Fax +212 537 77 21 88
Email : aidmo@aidmo.org - Amir7869@gmail.com

119. M. A. Wilson Orimalade
Secrétaire général
Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
Tél : +212 539 94 37 30 - Fax: +212 539 32 52 75
Email: aoapc@aoapc.org

120. Mme Liliane Badaoui
Chargée de l'Administration et des Finances
Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
Tanger (Royaume du Maroc)
Tél : +212 539 94 37 30
Fax: +212 539 32 52 75
Email: aoapc@aoapc.org

121. M. Heanyi Emma Odogwu
Expert
CAFRAD
Tanger (Royaume du Maroc)
Email : okeosisi2011@yahoo.com

UNIVERSITES-INSTITUTS

122. Mme Fatima Zohra Azizi
Professeur
Institut des Etudes Africaines
Rabat, Royaume du Maroc
Tél:+212 537 771272 /74 - Fax:+ 212 537 778425
Email : fatimaz.azizi@gmail.com

123. Mme Zougane Marzouki Kaoutar
Cadre administratif
Institut des études africaines.
Rabat, Royaume du Maroc
Email : marzouki.kaoutar@gmail.com

124. M. Azzedine Ghoufrane
Professeur-Vice –Doyen
Université Mohamed V
Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales-Souissi
Rabat , Royaume du Maroc
Fax : +212 537 68 11 63
Email : ghoufraneaz99@hotmail.com

125. Mme Jarik Faouziya
Présidente et Fondatrice
Ecole supérieure de gestion et des sciences de l'informatique
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 73 25 64/70
Email : egicosup.rabat@gmail.com

126. Pr. Mohammed Zakaria Aboudahab
Vice-Doyen et Pr. de droit public
Université Mohamed V-Agdal
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 77 27 32
Email : zakaria.aboudahab@gmail.com

127. M. Mohammed Reda
Universitaire
Faculté de Droit
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : Reda3025@gmail.com

128. M. Nouredine El Aoufi
Professeur - membre résident de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 01 79
Email : noureddine.elaouafi@gmail.com

129. M. Hssaïn Terjaoui
Président-Fondateur
Institut Scientifique Terjaoui International de la Bonne Gouvernance et de la Planification Stratégique du Développement Humain Durable (ISTIGOP)
Email : terjaoui@hotmail.com/istigop.info@yahoo.fr

130. Prof.Messaoud Boudhief
Professeur d'économie
Faculté des sciences économiques et de gestion
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71 264 111
Email : mesboudhief@yahoo.com

131. M. Mohamed Traoré Swaray
Doctorant du Liberia
Université Mohamed V-Agdal
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : Juninkunadi@yahoo.com

PATRONAT

132. Mme Fatima Zohra Hinda Hechchad
Chef d'entreprise d'étude et réalisation en B-TP-H et Industrielle en Agro-alimentaire
Ex-présidente de la chambre de commerce et d'industries de la wilaya de TIPAZA.
Présidente de RAFEV TIPAZA - Green Ladies - Alger, Algerie
Tél : +213 24 49 68 83 – Fax : +213 24 49 23 90
Email : Hinda_betgr@yahoo.fr

133. M. Othmani Mohamed Sahbi
Directeur Général
NCA-Rouiba
Alger
Tél : +213 21 81 79 33
Email : sahbi.othmani@rouiba.com.dz

134. M. Boukhobza M'Hamed
Membre, Forum des Chefs d'Entreprises-FCE
Alger, Algérie
Tél : +213 4675 34 58
Email : Minasolar48@yahoo.com

135. Mme Kouraich Aicha
Directrice Qualité hygiène, Sécurité & Environnement
Les Eaux minérales d'Oulémas
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 33 47 42 - Fax : +212 522 33 47 52
Email : kouraich@oulmes.ma - env.mdp@gmail.com

136. M. Ali Zarhali
Consultant Senior Membre du Bureau
National du CJD Maroc
Responsable partenariats et international
MCRM Consulting
Email: mcrm.dg@gmail.com -
contact@mcrmconsulting.com

137. M. Zakaria Fahim
Président, BDO
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél : +212 522 22 19 24
Email : zfahim@bdo.ma

ONGs

Association des femmes chefs d'entreprises du Maroc

138. Mme Ouafae Alaoui
Présidente régionale
et Directrice Générale du Bureau d'étude
environnement et Développement durable
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 68 32 99
Email : delegationregionalerabat@afem.ma

139. Mme Zineb Tazi
Coordinatrice régionale
Casablanca (Royaume du Maroc)
Tél: +212 522 397593 / +212 537 73 27 50

140. Mme Faouziya Tarik
Administrateur
Association des Femmes Chefs d'Entreprises
Tanger (Royaume du Maroc)
Tél : +212 539 38 41 67
Email : fminnovaction @gmail.Com

141. Mme Rokia Ouâal
Présidente-Fondatrice
Association Tilkahia pour le Développement
Souss Massa Darâa-(Royaume du Maroc)
Email : rock_tilk@yahoo.fr

142. Mme Laila Zelmad
Association Tilkahia pour le Développement
Souss Massa Darâa-(Royaume du Maroc)

143. Mme Ghizlaine Hakam
Représentante IFEM
Rabat, Maroc
Email : hakamghizlaine@gmail.com

SECTEUR FINANCIER

144. M. Zhani Ahmed
Economiste au service de la conjoncture Sectorielle
Bank Al Maghrib
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 57 41 04
Fax : +212 537 574111
Email : a.zhani@bkam.ma

145. M. El Hamine Said
Responsable du service de la conjoncture Sectorielle
Bank Al Maghrib
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 574104 - Fax : +212 537 574111
Email : s.elhamine@bkam.ma

SECTEUR PRIVE

146. Mme Aicha Kortbi
Directrice
Kortbi Consulting
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : Ak.kortbiconsulting@gmail.com

AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES/ UNITED NATIONS SYSTEM

147. Mme Malika El Hata
Chargée en Programme
FAO
Rabat, Royaume du Maroc
Email : Malika.Elhata@fao.org

148. Mme Aouali Mouagni
Chargée de la coordination, UNESCO
Rabat, Royaume du Maroc
Email : a.mouagni@unesco.org

149. M. Ali Loudiyi
Chargé de Programme
ONUDI
Rabat , Royaume du Maroc
Tél : + 212 5 37 75 59 66 / 537 65 67 66
Fax: + 212 5 37 63 27 87
Email : office.marocco@unido.org

150. M. Souleman Boukar
Economiste Principal
Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUD
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 45 252 409
Email : Souleman.boukar@undp.org

151. M. Mahmoud Zouheir
Consultant – Analyste de données
Bureau International du Travail (BIT)
Rabat, Royaume du Maroc
Tél : 212 537 71 34 15
Email : Mahmoud.zouheir@gmail.com

152. Mrs Reem Nejdawi
Chief Food and Environment Policies Section
Sustainable Development Policies Division
ESCWA
Beirut, Lebanon
Tél +961-1-978 578
Email: nejdawi@un.org

**CORPS DIPLOMATIQUE - DIPLOMATIC CORPS
(RABAT)**

153. M. Al Khaybari Fahad
Chef du département économique et culturelle
Ambassade de l'Arabie Saoudite
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 63 37 37
Email : faskh2002@yahoo.com

154. SE. M. Sun Shuzhong
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Ambassade de la République Populaire de Chine
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 40 56 / 75 40 92/ 63 25 16
Fax : + 212 537 75 75 19
Email : zhang_junjie@mfa.gov.cn

155. S.E. M. Manuel Bibang Aseco Eyang
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Ambassade de la République de la Guinée Equatoriale
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél/Fax : +21253765048
Email : embargema@gmail.com

156. S.E. Mme Christina Harttila
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Ambassade de la Finlande
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 65 87 75/88
Fax : +212537 65 89 04
Email : sanomat.rab@formin.fr

157. M. Maryse Cynthia Igala
Conseillère économique
Ambassade de la République Gabonaise
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél:+212 537 751950 / 68
Fax: +212 537 757550
Email : maryseigala@yahoo.fr

158. M. Jean Claude Bingangoye
Conseiller
Ambassade de la République Gabonaise
Rabat, Royaume du Maroc
Tél : +212 537 75 19 50 / 68
Fax : +212 537 75 75 50
Email : bingangoye2000@yahoo.fr

159. M. Francis Sala Ngonah-Beaud
Conseiller
Ambassade de la République Gabonaise
Rabat, Royaume du Maroc
Tél : +212 537 75 19 50 / 68
Fax : +212 537 75 75 50
Email : ngovahveaudjeanjacques@yahoo.fr

160. M. Nicolas Codjo
Chargé d'affaires (AI)
Ambassade de la République du Bénin
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél:+212 537 754158 / Fax:+ 212 537 754156

161. Mlle Raoudha Ben Mansour
Chargée des Affaires Economiques
Ambassade de Tunisie
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 73 06 36 / 212 537 66 02 51
Fax : +212 537 73 06 37
Email : raoudhabenmansour@yahoo.fr

162. M. Frédéric Van Havre
Stagiaire à l'Ambassade de Belgique
Ambassade du Royaume de Belgique
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 26 80 60
Fax : +212 537 76 70 03

163. Mme Mohammed Osman Ahmed Fatima
3^{ème} Secrétaire
Ambassade de la République du Soudan
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 28 63
Fax : +212 537 75 28 65
Email : ftoo-ma@hotmail.com

164. M. Fanin Alexandre
1^{er} Secrétaire
Ambassade de la République de Russie
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 75 35 90
Fax : +212 537 75 35 09

165. M. Moreno Luis
Conseiller Economique
Ambassade du Royaume d'Espagne
Rabat (Royaume du Maroc)
Email : lomoreno@comercio.mireco.es

166. M. Roeland Kolen
Conseiller Economique
Ambassade du Royaume des Pays Bas
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 219 616
Fax:+212 537 219 665
Email : roeland.kollen@minbuza.nl

167. Mme Nadine Malten
Stagiaire Division Economique
Ambassade du Royaume des Pays Bas
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 21 96 33
Email : nadine.malten@minbuza.nl

MEDIA

168. M. Ibrahima Dia
Journaliste
Financial Afrik
Tél : +222 524 10 94
Mobile : +222 44 59 11 21/+216 22 87 65 21
Email: ibrahima.dia@financialafrik.com
169. M. Ryadh , Said, Shems-Eddine Benlahrech
Journaliste pigiste
Jeune Afrique
Paris-France
Tél : +33 661 03 57 81
Email: r.benlahrach@gmail.com/
redactionweb@jeuneafrique.com
170. Mme Samira Mana
Rédactrice en Chef
l'Eco News, l'Eco Magazine
Alger-Algérie
Tél : +213 21 44 02 84
Email : samira.mana@leco-dz.com
171. Mme Nassima Benarab
Journaliste
l'Eco News
Alger-Algérie
Tél: +213 21 44 09 93/021 44 02 84
Email: Nacima.benarab@leco-dz.com
172. M. Guillaume Benjamin Weill
Journaliste
IC Publications
Paris, France
Tél : +33 615 95 62 05
Email : guillaume.weill.rayanl@gmail.com
173. M. Seydina Ousmane Mbaye
Journaliste
Success Editions
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél: +212 537 77 91 40
Email: sabini87@gmail.com
174. Mr. Haytham Abd El Ghany
Representative, Middle East News Agency (MENA)
Cairo, Egypt
Email: haytham.mena@gmail.com

CONSULTANTS

175. Mme Bourri Dahbia
Consultante
Alger, Algérie
E mail : da_bouri@yahoo.fr
176. M. Samir Meddeb
Consultant
Tunis, Tunisie
Tél : +216 79 484 224
Email : samir.meddeb@tunet.tn
177. Dr. Fatima Arib
Professeur HDR en Economie du Développement
Durable, Consultante-Experte en Economie de
l'Environnement ; Vice-Présidente de l'Association
Marocaine de l'Economie de l'Environnement AM
EconEnv / Faculté de Droit, Université Cadi Ayad
Marrakech, Maroc
Fax: +212 524 303 465/ +212 524 30 32 65
Email: f.arib@uca.ma / fatima.arib@gmail.com
178. M. Ebenezer First-Quao
Consultant
Addis Ababa (Ethiopia)
Email: ebbiefirstquao@gmail.com
179. M. Mokhtar Ould Cheikh
Consultant
Tanger (Royaume du Maroc)
E-mail: cheikhemos@gmail.com

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE, ADDIS ABEBA -

180. Mr. Joseph Atta-Mensah
Principal Policy Adviser
Capacity Development Division- CDD
ECA, Addis Ababa
Tél : +251 11 544 53 79
Fax : +251 11 55 14 461
Email: jattamensah@uneca.org / Atta-
mensahj@un.org
181. Mr. Hopestone Kayiska Chavula
Economist
Macroeconomic Policy division - MPD
ECA, Addis Ababa
Tél: +251 11 544 34 55
Fax: +215 11 551 30 38
Email: hchavula@uneca.org
- Ms. Mai-Ellen Russ Jarrett
Senior Budget Officer in the Programme Planning and
Budgeting Section
Strategic Planning and Operational Quality Division-
SPOQD
Tél: 251 115 44 35 87
Email: mrjarrett@uneca.org

182. Ms Hirut Mammo
 Programme Assistant at the Director's Office
 Strategic Planning and Operational Quality Division
 SPOQD
 ECA, Addis Ababa
 Email: hmammo@uneca.org

183. Mrs Kitty Atkeyelsh Persson
 Programme Management Officer
 Office of Partnerships/UNECA
 ECA, Addis Ababa
 Tel.: +251-115-445261
 Email: apersson@uneca.org

CEA-ECA SECRETARIAT

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

Avenue Attine, Secteur 3-A5-B.P. 2062

Hay Ryad, Rabat (Maroc)

Tél : +212 537 71 78 29 - 537 71 56 13

Fax : +212 537 71 27 02

E-mail : srdc-na@uneca.org

Site web: www.uneca.org/sro-na

- 184. Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice
- 185. M. Nassim Oulamane, Senior Economic Affairs Officer; Chief Sub-Regional Data Center
- 186. M. Abdoul Kane, Chef de la Section Initiatives sous régionales
- 187. M. Gbaguidi Ochozias, Economiste
- 188. Mme Houda Mejri, Information Officer/
Focal point governance and Gender
- 189. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste
- 190. M. Aziz Jaid, Economiste associé
- 191. M. Isidore Kahoui, Economiste/Statisticien
- 192. M. Salem Sebbar, Chargé de la gestion de la connaissance
- 193. M. Zoubir Benhamouche, Economiste
- 194. Mme Houda Filali Ansari, Chargée de la communication
- 195. M. Ibrahim Ayoub, Chargé de l'Administration et des Finances
- 196. M. Lahcen Hmade, Assistant administratif
- 197. M. Mohammed Mosseddek, Assistant de recherche
- 198. Mme Naima Sahraoui, Assistante de Direction
- 199. M. Mamadou Diaw, IT Assistant
- 200. Mme Aouatif El Aroud, Assistante financière
- 201. Mme Amal El Korchi, Assistante des achats
- 202. Mme Latifa Guerma, Assistante
- 203. Mlle Samira Ezzine, Assistante
- 204. Mme Malak Meziane, Assistante
- 205. M. Driss Cherrabi, Service reproduction
- 206. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
- 207. M. Mrani Alaoui Hassan, Chauffeur
- 208. M. Abdelfettah Lotfi, Chauffeur



الأمم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لأفريقيا

مكتب شمال أفريقيا

NATIONS UNIES

Commission économique
pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique
du Nord

Avenue Attine
Secteur 3 - A5, Hay Ryad
Rabat, Royaume du Maroc
B.P. 2062 Rabat Ryad
Tél (212) 537 717829/715613
Fax (212) 537 71 27 02
srdc-na@uneca.org
www.uneca.org/sro-na

ANNEXE V

MOTION DE REMERCIEMENTS

رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى حضرة
صاحب الجلالة الملك محمد السادس

نحن المشاركون في أشغال الدورة الثلاثين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، المنعقدة في الرباط، في الفترة ما بين 3 و 6 آذار/مارس 2015، وعلى إثر انتهاء أشغال هذا الاجتماع، نرفع إلى مقامكم العالي عبارات الشكر والامتنان على الحفاوة التي أحاطتنا بها المملكة المغربية بمناسبة هذا اللقاء.

وبشرفنا أن ننهي إلى علم جلالتم أن هذا الاجتماع ناقش الأحوال الاقتصادية والاجتماعية التي سادت في المنطقة خلال سنة 2014. وفي هذا الصدد تطرق الاجتماع لتطورات البيئة الاقتصادية والاجتماعية كما تناول حصيلة إنجاز برنامج عمل المكتب سنة 2014 ومخطط عمله لسنة 2015 ومشروع برنامج العمل للفترة 2016-2017.

وتمحور الاجتماع حول موضوع: "تنفيذ جدول أعمال 2063 قصد التخطيط وتعبئة الأموال من أجل التنمية الشاملة"، بعد انتهاء مرحلة الأهداف الإنمائية للألفية سنة 2015.

وتطرقت الدورة هذه السنة في شكل اجتماع الخبراء المخصص إلى دور الصناعة في تنمية الاقتصاد الأخضر وإنعاشه ودراسة كافة أبعاده قصد تنويع اقتصادات بلدان شمال أفريقيا من أجل إحداث مزايا تنافسية جديدة وتحديد رؤية مشتركة طموحة وطويلة الأمد قصد تحقيق التنمية المستدامة الشاملة في المنطقة.

وقد أصدر الاجتماع توصيات عملية هامة ترمي إلى التصدي إلى كافة التحديات داخل المنطقة بما فيها ظروف الانتقال السياسي والمؤسسي الراهنة، وكذلك دعم نمو مدر للمزيد من فرص العمل والازدهار الاقتصادي والاجتماعي، والحد من جميع أشكال التفاوتات، والتقليص من وقع الصدمات الخارجية، والتكيف مع تغير المناخ، وتعزيز التكامل الإقليمي.

وإذ نعبر لجلالتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها الحكومة المغربية والتي ما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، فإننا ندعو الله عز وجل أن يحفظكم ويرعاكم ويسدد خطاكم ويجعلكم ذخرا لبلدكم المضيف بمزيد من التقدم والازدهار تحت رعاية جلالتم السامية.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

الرباط، 6 آذار/مارس 2015